

Michel Paludanus

Ses attitudes devant le jansénisme

(suite *)

III. « LE RÉVOLTÉ ».

Ayant tourné ouvertement le dos au jansénisme, Paludanus ne va plus tarder à manifester dans son entourage religieux la ferveur de ses nouvelles convictions. Les anciens auteurs en ont conservé des échos, qu'il faut bien écouter un instant.

Le P. René Rapin, jésuite et antijanséniste, en parle deux fois : d'abord à la date 1648 dans ses notes manuscrites *Extrait des dix-huit tomes in-folio sur l'affaire du jansénisme qui sont au Saint-Office* ⁸⁵⁾ ; ensuite à celle de 1649 dans ses *Mémoires* ⁸⁶⁾. Mettons ces textes en parallèle :

Extrait

« Il arriva en ce temps une grande division dans l'ordre des frères hermites de saint Augustin par la faction du P. Jean Rivius, provincial de cet ordre en Flandres, grand ami de l'archevêque de Malines, qui avait gagné la plupart des considérables au parti, ceux qui étaient obéissants à la bulle étant maltraités, privés des charges et envoyés en des lieux écartés comme en exil. Michel Palu-

Mémoires

« Il arriva environ ce temps-là une grande division dans l'ordre des frères ermites de Saint-Augustin par la faction de Jean Rivio, provincial de cet ordre, qui fit bien du bruit dans le pays. Cet homme intrigant de son naturel, s'était laissé gagner aux caresses de l'archevêque de Malines, qui l'avait trouvé capable de remuer les esprits dans son ordre en faveur de la nouvelle doctrine ; et

*) Voir *Augustiniana*, V (1955), pp. 125-162.

⁸⁵⁾ Paris, Bibliothèque nationale, Mss. Fr. 10576, fol. 43-44.

⁸⁶⁾ R. RAPIN, *Mémoires*, édit. L. Aubineau, I, Paris 1865, 301-303.

Karl Zink Buchhandlung

MÜNCHEN 34 · LUDWIGSTRASSE NEBEN 20

(gegenüber der Universität im Herzogl. Georgianum)

danus, docteur de Louvain, frater Petrus Damasus de Coninck et d'autres se joignirent en cause pour faire leurs plaintes à l'internonce qui les reçut favorablement, estimant le P. Paludanus, qui avait bien servi l'université de Louvain, et promit de faire informer le général de l'ordre à Rome par ordre de Sa Sainteté, les autres en ayant eu avis présentèrent un grand écrit à l'internonce. Il parut que l'archevêque et Calenus s'en étaient mêlés. Cet écrit était plein de fiel et d'amertume contre ceux qui étaient du parti catholique, plein d'impudence contre le Saint-Siège et l'un et l'autre écrit fut envoyé à Rome par l'internonce et le général eut ordre de Sa Sainteté de pourvoir à ces bruits et désordres. L'écrit qui défendait Jansénius était signé presque de tous les prieurs de Flandres et du provincial ce qui causait de grands scandales dans le pays... ».

ayant attiré en son parti la plupart des considérables de l'ordre, il écarta ceux qui étaient capables de s'opposer à son dessein, il éloigna des charges et dignités ceux qui favorisaient la bulle, et il maltraita tous les gens de bien. Frère Michel Paludanus, docteur de Louvain, et frère Pierre-Damase de Coninck, prévoyant la confusion où le provincial les allait jeter, se joignirent ensemble pour en donner avis à l'internonce et pour concerter avec lui des moyens d'empêcher un si grand malheur. L'internonce, prévenu d'estime pour Paludan, qui avait déjà bien servi en beaucoup d'occasions dans l'Université de Louvain, où il avait porté les intérêts du Saint-Siège avec bien de fermeté, les reçut favorablement, et il leur promit de faire ordonner par Sa Sainteté à leur général d'interdire Rivio et de le déposer de sa charge, qui était le seul moyen de remédier à ces désordres. L'audience que l'internonce donna à Paludan et à Damase ne put pas être si secrète que le provincial n'en fut averti ; et pour détruire l'impression que Paludan pouvait avoir donnée à l'internonce contre ses intérêts, il lui porta un écrit plein de fiel et d'amertume contre Paludan et Damase, et fort passionné pour la mémoire de l'évêque d'Ypres ; ce qui donna lieu de croire que cet écrit ne s'était point fait sans la participation de l'archevêque de Malines et que Froidmont y avait mis la main. L'écrit fut envoyé à Rome, avec la réponse de Paludan par l'internonce. Rivio avait engagé pres-

« Le P. Rivius, chef des augustins révoltés contre la bulle, pressé par l'ordre de son général sous peine, fit une déclaration qu'il lui envoya, qu'il désavouait la doctrine de Jansénius, qu'il n'était pas janséniste, et qu'il ne le serait jamais, mais obéirait toujours au Saint-Siège. Il fit cette protestation qui fut envoyée à Rome le 20 janvier 1649 ».

que tous les prieurs de son ordre en Flandre de signer l'écrit qu'il avait fait pour la défense du livre de l'évêque d'Ypres ; l'écrit de Paludan n'était signé que de lui et de ses deux associés en cette affaire. Le pape, informé de ces bruits, appelle le général de l'ordre, qui commande de pourvoir aux plaintes qu'on lui a fait de Flandre du P. Rivio et de la plupart des supérieurs de son ordre, qui se révoltent contre les décisions du Saint Siège. Le ton d'autorité dont le pape parla au général l'obligea d'employer toute la sienne pour remédier à ce désordre. Il écrit au P. Rivio d'une force qui l'intimida ; ce chef des révoltés, pour apaiser son général, qui voulait lui-même apaiser le pape, lui envoie une déclaration par laquelle il abjure la doctrine de l'évêque d'Ypres, déclare qu'il a été séduit par l'archevêque de Malines, proteste de se soumettre à la bulle, et répond de la soumission de toute sa province. Ainsi le général fut satisfait du provincial et le pape le fut du général ».

Ces textes, dont le second est évidemment un développement postérieur du premier, nous posent immédiatement le problème inévitable, quand on lit Rapin : qu'en est-il réellement ? Déjà les rares données chronologiques qu'on y rencontre sont surprenantes. A l'entour des années 1648-1649, Jean Rivius, provincial des augustins, aurait exercé une sorte de dictature janséniste, maltraitant « les gens de bien », les éloignant des charges, les reléguant dans des lieux perdus, tandis qu'au contraire il s'attachait tous les religieux « considérables ». Cependant Rivius n'était pas provincial à cette époque ; il l'avait été du 26 avril 1643 au 22 avril 1646. Lui succédèrent : Michael Beydaels (du 22 avril 1646 au 25 avril 1649) ;

Joachim Brulius (du 25 avril 1649 au 21 avril 1651) ; Ignace de Dijckere (du 21 avril 1651 au 26 septembre 1655)⁸⁷).

Le récit de Rapin devient encore plus invraisemblable quand on le compare à celui que Gabriel Gerberon fournit, sous l'année 1649, dans son *Histoire générale du Jansénisme*⁸⁸) :

« De tous les religieux Ermites de saint Augustin, aucun n'avait fait paraître plus de zèle pour l'*Augustin* de Jansénius, que le P. Paludanus et le P. Damase de Koning, tous deux docteurs en théologie de l'Université de Louvain. Le premier l'avait non seulement approuvé avec éloge, comme un fidèle interprète de l'Augustin d'Hippone ; mais même publiquement soutenu et défendu contre la bulle d'Urbain VIII dans les écoles de cette Université, l'an 1642 et 1643. L'autre en avait donné deux approbations, une en particulier, et une en commun avec les autres théologiens de Louvain. Mais soit qu'on les menaçât de quelque disgrâce ou que l'inconstance de leur esprit leur fit changer de sentiment, ils furent assez lâches pour l'abandonner et pour se donner à eux-mêmes le démenti par de honteuses déclarations qu'on leur fit signer au mois de janvier de cette année 1649 ».

Gerberon est, certes, plus clair que Rapin. Au fond, il ne fait état que « des honteuses déclarations » qu'en janvier 1649 Paludanus et De Coninck durent signer. Mais cette donnée semble contredite par Rapin qui attribue une semblable déclaration, faite vers le 20 janvier 1649, au « chef des augustins révoltés », Jean Rivius.

Tâchons de tirer au clair cet imbroglio.

Pour commencer, disons un mot sur Jean Rivius (1599-1665)⁸⁹). Ce fils de Gérard Van Rivieren, imprimeur à Louvain, entra chez les augustins en 1617. Il était donc le contemporain de Paludanus, qui, d'ailleurs, dans une lettre de la fin de sa vie, le nomme son ami, réserve faite de ce qui concerne les affaires du jansénisme et celles de la province religieuse⁹⁰).

Puisque, d'après Rapin, on lui reprocha, pendant son provin-

⁸⁷) On trouvera une liste des prieurs provinciaux dans A. KEELHOFF, *Geschiedenis van het klooster der eerw. Paters Eremyten Augustijnen te Gent*, Gand 1864, 279-284. Voir *ibid.*, 274-277, une liste des prieurs généraux.

⁸⁸) [G. GERBERON], *Histoire générale du Jansénisme*, I, Amsterdam 1700, 257-258.

⁸⁹) Voir une bonne notice bio-bibliographique dans *Biographie nationale*, XIX, 383-86.

⁹⁰) Rome, Bibliotheca Angelica, ms. 280, fol. 144 ; lettre du 3 novembre 1651.

cialat, de déplacer arbitrairement les religieux qui n'étaient pas de son bord, il ne sera pas superflu de rappeler ses propres déménagements, pour autant qu'ils sont connus. Jeune prêtre il enseigna au collège de Louvain, ensuite, à partir de 1624, à Bruxelles et à Aix-la-Chapelle ; à partir de 1631, à Tournai et à Maestricht. Ayant pris son doctorat en théologie à Trèves, il devint en 1634 professeur d'Écriture Sainte à Louvain et, en 1637, prieur du couvent de Liège. Il devait mourir à Ratisbonne ⁹¹).

Tour à tour poète, mystique, prédicateur, théologien et historien, il a publié plusieurs ouvrages, dont une *Vie de saint Augustin*, que nous décrirons plus loin, est de loin le principal.

Au commencement du jansénisme, il partageait à l'égard de l'*Augustinus* l'opinion de la majorité des religieux et des ecclésiastiques des Pays-Bas. Néanmoins il reçut avec déférence la bulle *In eminenti* comme l'atteste sa lettre, datée de Liège 2 août 1643, à l'internonce Bichi :

« Gratiae Vestrae litteras una cum Constitutione S. D. N. Urbani VIII... Leodii reperi, quo me tandem ex itinere retraxeram. Non differam dictam Constitutionem in meorum notitiam transmittere atque exigere tam diligentem illius observantiam quam volunt haberi sinceri Ecclesiae Romanae filii et Sedis Apostolicae cultores » ⁹²).

Cependant, à l'égal du plus grand nombre des ecclésiastiques, il croyait que la bulle était injuste à l'égard de Jansénius. A l'exemple des pères Paludanus et De Coninck, il n'hésita pas, même en

⁹¹) « 1663, 1 Nov. obiit Ratisponae Ex. P. M. Joannes Rivius STD et Professor Natus Lovanii anno 1599, aetatis 65, prof. 48. Vir linguae facundae et calami dexteritate promptissimus, scriptisque eximius. Animi prudentia et vitae integritate singularis. Anno 1624 factus est Bruxellis philosophiae et anno 1631 theologiae moralis professor Tornaci et postea Trajecti. Anno 1632 in capitulo intermedio factus est vicarius Lovaniensis usque ad capitulum provinciale et anno 1634 electus est visitator in capitulo Tornacensi, constituitur prior Leodiensis 1640 in capitulo Bruxellensi. Postea anno 1643 electus est provincialis in capitulo Brugensi ; postremo anno 1655 provinciae definitor. Sanctissimo Domino Alexandro VII et Academiae Lovaniensi summis iuxta ac imis doctrina et consilii rectitudine gratissimus. Primarius principum legatis praesertim Illustrissimo D. Stockmans, a quo pro consiliis et pacis foedere ineundo fuerat assumptus et Ratisponam evocatus ibidem occidit et sepultus est in conventu Augustiniano ante altare Deiparae Virginis ». N. DE TOMBEUR, *Annales Lovanienses* (ms.), II, 916.

⁹²) Museum Bellarminum, D 4, n° 15.

qualité de provincial, à donner des témoignages publics en faveur de l'évêque d'Ypres.

Ainsi, pendant la grande enquête de 1644 il comparut devant l'archevêque de Malines. Mais il n'eut pas à s'en cacher, car il était accompagné de plusieurs confrères importants : Melchior Beydaels, STD, prieur de Bruxelles, Barthélemy de los Rios, STD, prédicateur royal, Jean Mantelius, récemment visiteur provincial, François Valck, professeur de philosophie, Jean Van Baussel, professeur de théologie ⁹³).

D'autres évêques aussi reçurent le témoignage d'augustins en faveur de Jansénius ; Jean De Witte, prieur, Gérard Carlier, définiteur, Joachim Brulius, ex-provincial, Charles Van den Vinckt, professeur de théologie, se présentèrent devant l'évêque de Bruges ⁹⁴) et celui de Gand entendit : Antoine Paludanus, STD, Pierre de Vos, licencié en théologie, prieur, Corneille Dielman, autrefois prieur, professeur de théologie ⁹⁵). En aucun des diocèses où l'enquête eut lieu, les augustins, s'ils y avaient un couvent, ne manquèrent à l'appel ⁹⁶).

Dans ces circonstances, il est difficile de croire que les religieux aient pu reprocher à leur provincial de prendre la défense de Jansénius, qui avait si bien remis en honneur leur grand Patron qu'ils regrettaient d'avoir vu abandonné dans les écoles.

Si, au sortir de son provincialat, Rivius rencontra de l'opposition, c'était pour d'autres raisons. Avant de nous y arrêter, disons qu'à cette époque sa renommée était intacte. Après la mort (21 oc-

⁹³) CEYSENS, *L'enquête officielle*, dans *Archivum Franciscanum historicum*, 43 (1950), 97.

⁹⁴) *Ibid.*, 98. Puisque Brulius, mentionné ici parmi ceux qui attestent en faveur de Jansénius, jouera à partir de 1649 un rôle important dans la lutte anti-janséniste, je tiens à reproduire le texte d'une de ses lettres, en date du 13 mars [1647], adressée au curé prémontré de Tessenderlo : « *Novum Prosperum contra novum collatorem*, oppido sane insolentem, remitto. Faxit Deus, ut tandem Socii pervicaciam in quam eos propriae excellentiae immodicus cum aliorum virorum, imo Sanctorum Patrum, iniuria appetitus coniecit, exuant. Mitto cum illo tractatus miscellaneos sex, quos ubi Dominatio Vestra Reverenda legerit, rursum expectabo » ; Bruxelles, Archives du Royaume, Archives ecclésiastiques de Brabant, Abbayes, 5323. Sur le *Novus Prosper* du P. Macaire Semeomo, prémontré, voir N. J. WEYNS, *De Brabantse Norbertijnen en het Jansenisme*, dans *Analecta Praemonstratensia*, 29 (1953), 34-35.

⁹⁵) *Enquête*, 99.

⁹⁶) *Ibid.*, passim.

tobre 1647) du franciscain Joseph de Bergaigne ⁹⁷⁾, évêque de Bois-le-Duc, nommé archevêque de Cambrai, le roi d'Espagne conféra à l'ex-provincial le premier de ces diocèses ⁹⁸⁾. Depuis 1629 celui-ci

⁹⁷⁾ Voir *Nieuw Nederlandsch biographisch woordenboek*, I, 313-14.

⁹⁸⁾ FOPPENS, II, 717; PAQUOT, II, 168. Voici quelques détails supplémentaires sur la candidature de Rivius. Pendant son provincialat, le 31 juillet 1645, ce dernier avait écrit à son ami Pierre Weyms, juriste, député à la Diète de Ratisbonne: « ... Pro episcopatu Sylvaeducensi iam vacante aut brevi vacaturo fiet hic proxime consultatio. Eius episcopatus proventus modo ita sunt tenues ut saecularis aliquis episcopus vix eis possit statui suo convenienter vivere. Hactenus etiam in ea cathedra Franciscanus secutus est Dominicanum. Nos Augustiniani in Belgio perpauca habuimus antistites. Cumque ad eam spartam pro dignitate eruendam non putem nobis deesse idoneam materiam, optant plerique viri primarii ut semel eo honore afficiatur religio nostra.

Ad hunc finem opus esset mandato D. Gubernatoris, quo iuberet aliquem ex ordine augustiniano a Concilio Status inter alios consulti. Id si fiat, tum in Hispania apud Regem operam suam addixit P. Joannes a S. Augustino, defuncti nuper Principis confessorius. Quapropter Amplitudinem Tuam rogo ut pro hoc, quod dixi, mandato impetrando dignetur D. Marchioni scribere, ad quem pro eadem rescripsit de facto P. Joannes a S. Augustino, ut postremis ex Hispania litteris significatum habeo. Sane Concilium Status consultare poterit quem scriverit maxime idoneum. In hoc enim munere nihil omnino cupit, nihil exspectat indignitas mea, qui etiam has pro mandato impetrando preces apud A. T. non deponerem, nisi publicum religionis meae officium, quod iam immeritus gero, suaderet non contemnere prorsus eiusmodi etiam curas »; Paris, Bibliothèque nationale, ms. lat. 8599, 149. De fait, dans sa consulte du 5 novembre 1647, le Conseil d'Etat préconisa pour l'évêché de Bois-le-Duc: 1. Rivius, 2. André Creusen, 3. François Van Gestel, archidiacre de Bois-le-Duc; 4. l'abbé de Tongerlo. « Rivius, personnage propre et qualifié pour sa doctrine, piété, vertu et dextérité à domester [!] les affaires et qui s'est acquis très bonne réputation dans celles de son ordre, étant d'âge mûr, propre à travailler et accompagné de très bonnes qualités pour faire du fruit dans la Mairie de Bolducq et bien qu'il fasse profession de pauvreté et que l'évêché n'est pas bien doté, si est qu'il y a encore quelques districts en dépendant qui ne sont de la Mairie de Bolducq, au moyen desquels il se pourra aucement [!] entretenir »; Bruxelles, Archives générales du Royaume, Conseil d'Etat, 948. Le 11 novembre suivant, Melchior Beydaels, devenu provincial, écrit à Weyms: « Elapsis diebus ab Ampl. D. Vuldere [gendre de Weyms] Sanctioris Concilii consiliario, laetissimum gratissimumque nuntium intellexi quod R. atque E. P. M. Joannes Rivius, praedecessor meus, primo loco a Consilio Status pro episcopatu Sylvaeducensi sit denominatus, denominationemque ad Serenissimum Archiducem esse missam. Cumque, ut opinor, R. P. Rivii promotio a Perill. D. T. sit inchoata, enixe rogo ut eam ad ordinis S. P. Augustini decorem (qui hactenus in Belgio episcopum non habuit) et E. P. Rivii, amici mei integerrimi, litteris commendatitiis Illmi D. Nuntii, Domini Peñaranda, agentis Caesarii aliorumque ad Serenissimum D. Archiducem et D. Comitem de Schwar-

était presque entièrement occupé par les Provinces Unies, et soumis à un régime de persécution religieuse. Il semblait donc ressortir à la Mission de Hollande, dans laquelle Paludanus s'était acquis des titres comme préfet des missions augustiniennes. En tout cas, quelques mois plus tard, avec le Congrès de Westphalie, la Mairie de Bois-le-Duc étant définitivement perdue pour l'Espagne, Philippe IV reconnut l'inutilité de sa nomination en faveur de Rivius. Par lettre du 22 mars 1649, il recommanda au gouverneur général, l'archiduc Léopold-Guillaume, de mentionner le nom de Rivius parmi les candidats qui seraient proposés pour les diocèses vacants. A ces détails, que nous empruntons à Paquot, celui-ci ajoute : « J'ignore pourquoi cette lettre [royale] n'eut point d'effet » ⁹⁹). Nous l'apprenons plus loin.

Revenons aux difficultés de la fin du provincialat de Rivius ¹⁰⁰).

senberg promovere dignetur » ; Paris, Bibliothèque nationale, ms. lat., 8599, 206 ; voir *ibid.*, 72 une lettre du même au même (8 décembre 1647).

⁹⁹) Dans une lettre de Jean Mantelius, en date du 22 janvier 1650, on lit au sujet de Rivius : « In Belgio ad duos episcopatus a Concilio Status Regii denominatus est : Sylvaeducensem et Ruremundensem ; tantoque studio hic in aula Sere-nissimi Archiducis pro illo laboratum est ab Ill^{mis} et Rev^{mis} denominatoribus, quibus publice privatimque iam olim innotuit ab eruditione eximia... ut facile alterutrum obtinuisset, signanter nuper Ruremundensem, nisi Ill^{mus} D. Internuntius, adversariis ipsius nimis et ex professo addictus, praeconceptoque contra eum odio ob dissidium provinciae, quod ipse fovit et exelisit velis remisque, id impedi-visset traduxissetque virum innocentem tamquam jansenianum ». L'auteur prétend savoir ces nouvelles « ex publicis actibus veridicaque narratione Ill^{mi}... Ephesini [cf. infra] qui et ipse cum P. Rivio ad Ruremundensem Ecclesiam denominatus erat » ; cf. ms. CC 52, n° 53.

Rivius écrit le 1 mars 1649 à Weyms : « ... Heri in sacello Aulae concio latina coram archiduce habita est a Jesuita qui plerumque coram sodalibus orat. Uti beneficia coetera de eorum consilio conferuntur, ita existimo dispositum iri de cathedra Ruremundensi. Jansenismus, quem cavi volunt affricant, communis eis est ad exclusionem omnium et admissionem aliorum mercurius. In socero Amplitudinis Tuae [Vulders qui venait de mourir] apud Consilium Status omnia prope amisi. Cancellarius enim est ut scripsi ; archiepiscopus jansenismo notatur, quia justissimis de causis bullae hactenus publicationem suspendit, quas si legere libet mittam. Quo propter iudicia hominum de dignitatibus et beneficiis sequi debent iudicia Jesuitarum, nisi contra nitantur Comites Peñaranda sive Fuensaldaña » ; Paris, Bibliothèque nationale, ms. lat., 8599, 54.

¹⁰⁰) L'histoire que nous avons à raconter est assez compliquée. Pour s'orienter, le lecteur peut commencer par prendre connaissance du résumé que le général Visconti, très au courant, a noté dans son Registre (le ms. DD 84 ; pp. 473-481) :

De negotiis Provinciae Coloniensis.

Laborante gravibus dissidiis Provincia Coloniensi, non potuit Provinciale

Les augustins étant « jansénistes », et Paludanus et De Coninck plus que les autres, il est évident qu'elles ne vinrent pas de ce côté. Elles eurent leur origine dans des questions d'ordre monastique.

Capitulum, quod anno 1649 recurrebat, pacifice celebrari, sed divisio bifariam PP. Capitularibus binae quoque capituli facies exortae sunt; adeoque malum invaluit ut res coram Sacra Congregatione propter causam discretorum quae iam coram illa vertebatur non sine magna contentione discussa est.

Anno namque 1645 PP. Definitorii huius provinciae sequuti exemplum provinciarum Hispaniae abrogationem discretorum variis de causis petierunt, impetraruntque primum a Rev.mo P. Hyppolito Montio, deinde eo ante publicationem generalatus officio perfuncto, etiam a Rmo P. Fulgentio a Sigillo.

Cuius abrogationis litteris ubique sine cuiuspiam reclamazione lectis et publicatis, P. Provincialis capitulum sine discretis opportuno tempore celebrandum indixit, atque ita de facto celebratum fuit, quamquam non defuerant qui turbas aliquas ciere conarentur, volentes ex improvviso immediate ante capitulum quibusdam in locis fratres ad discretorum electionem faciendam inducere. Quod cum non perfecissent, ipsi capitulo pacifice interfuerunt, eiusque ordinationibus per omnia sese conformarunt.

Institerunt tamen postmodum apud Rmum P. Generalem ne illud confirmaret, sed frustra. Conquesti sunt deinde apud eundem quasi discretorum abrogandorum facultatem non habuisset. Ipse vero, producto capituli generalis decreto quo haec illi facultas conferebatur, hoc confutavit eiusque silentium imposuit. Qua propter ipsi Eminent. D. Cardinalem Protectorem interpellarunt, cui placuit negotium coram S. Congregatione proponere. Sacra porro Congregatio re saepius discussa, censuit consulendum esse desuper SSmum Dominum, cui visum fuit sensum futuri capituli Generalis esse audiendum. Generale porro capitulum conformiter ad decretum praememoratum declaravit validam esse abrogationem.

Haec dum Romae peraguntur, instante alterius capituli provincialis celebrandi tempore, S. Congregatio ad instantiam Illmi D. Antonii Bichi, apostolici apud Belgas internuntii, necnon Illmi D. Assessoris S. Officii, mandavit Rmo P. Salvatori Severino, totius ordinis vicario apostolico, quatenus, directione futuri capituli penes Illmum D. Bichium relictæ, eiusdem praesidem designaret P. M. Petrum Damasum De Coninck, discretorum reductioni faventem.

Multorum animos perculisse dicitur huius rei fama, praesertim cum simul spargeretur de restitutis auctoritate S. Congregationis discretis rumor alius, falsus quidem, sed veri specie curiose coloratus.

Itaque tota passim provincia de eligendo in singulis conventibus discreto agebatur, indigne id ferente provinciali, cui cum remedium aliud non occurreret, ad manutenendam Rmorum PP. Generalium auctoritatem, arcendosque a capitulo huiusmodi discretos, brachii saecularis auxilium imploravit. Quo tamen ne uteretur capitulum differre cupiebat, donec causa discretalis esset Romae decisæ. Verum dilationem hanc Illmus D. Nuncius ad octiduum restrinxit, quod tamen pars adversa non expectavit, sed obtentis a praefato Illmo D. Praesidenti litteris, (dubium qua arte, ferebatur enim promississe se ante octiduum non relaxaturum) invito ac reclamante P. Provinciali, signum inchoandi capitulum dedit, ad quod comparuerint septem dumtaxat vocales, et aliis qui titulo discreti

Comme les autres religieux, les augustins traversaient une époque difficile. Plusieurs circonstances avaient favorisé le relâchement de la discipline, et, malheureusement, nous allons le voir,

advenant, coram quibus reseratis, lectisque litteris praedictis, ipsi nominatum praesidentem agnoverunt, eumque actum initium capituli esse dixerunt.

Ea propter mandato regio iussi sunt Urbe excedere ii qui cum praedicto titulo advenerant, illisque non parentibus, simile mandatum ad sexdecim aut circiter alios quoque legitimos vocales, qui tunc ibi praesentes aderant, adeoque ad ipsum P. Praesidentem extensum est, cum hoc tamen addito: donec a P. Provinciali revocentur. Is autem ad finem octidui assignati eos revocavit, nominatimque P. Praesidentem invitavit. At vero ipse cum sibi adhaerentibus Gandavum profectus est, ibique actum supradictum Bruxellae inchoatum resumpserunt postridie eius diei, quo numerus vocalium longe maior, praemissorum ignarus, Bruxellam advenit, ut die, ab Illmo Domino assignato, initium capitulo daretur; prout etiam datum est, agnito in praesidem antiquiorem capituli praeteriti diffinitore, uti ordinatur 3 parte Sacrarum nostrarum Constitutionum, c. 7.

Id ubi Illmo D. Internuntio innotuit, iussit illos supersedere. Ipsi vero, ab hoc praecepto appellarunt, sed interposita bidui mora, quia nolebant die dominico neque festo, quod occurrebat, appellare, atque ita inceptum prosequuti sunt, quamvis obstaret, iteratis prohibitionibus, tandemque excommunicationis sententia in praesidentem lata, dictus Illmus D. Internuntius.

Gandavenses interea morae huius beneficio facile praevenierunt. Piores a se constitutos in possessionem immiserunt, conventus ferme omnes occuparunt, tenueruntque, protecti ab Illmo D. Internuntio, a quo etiam capituli sui acta provisionaliter confirmari petierunt et obtinuerunt. Simulque procuratorem unum Romam miserunt. Binos pariter eo destinaverunt Bruxellenses, sed serius, ita ut, hi non nisi octiduo post illum in Urbem pervenerint, et tamen instabant ut quamprimum causa terminaretur, discussis dumtaxat utriusque capituli actis, simulque causae discretali, quae tertium iam annum pendebat, (neque enim declarationi praememoratae capituli generalis pars adversa acquiescebat) finis imponeretur, procrastinante autem Gandavensi, licet certi iam cognitores sive iudices fuissent a Sanctissimo Domino pro his causis assignati. Bruxellenses diem illi dixerunt; ipse dilationem petiit. Alia igitur rursus illi dies dicta, congregatioque indicta, sed huic moram iniecit superveniens Illmi D. Farnesii, ac deinde et Illmi D. Maraldi iudicum infirmitas; ita ut ad unum alterumve mensem dicta Congregatio dilata sit.

Quibus labentibus, auditum est Romae, quod Illmus D. Internuntius quaedam iniuriae species esset Bruxellae irrigata, ipseque compulsus a Concilio Brabantico revocare sententiam excommunicationis praedictae, cum aliis actis nonnullis ab eo operatis, priusquam commissionis suae litteras dicto Concilio exhibuisset. Quare commoti iudices, qui prius ad utriusque capituli cassationem propendere videbantur, cassato solo Bruxellensi, Gandavense confirmandum censuerunt.

Cuius sententiae executio Illmo D. Chisio S. Sedis ad Tractum Rheni nuntio auctoritate apostolica demandata est, communicata eidem facultate dispensandi officia inter Patres partis adversae, modo submitterent sese.

Quod illi quidem incunctanter fecerunt, neque tamen eorum quiquam fuit ad

elles continuaient à l'alimenter ¹⁰¹). Mais, d'un autre côté, se faisait jour un mouvement de réforme assez fort.

aliquod officium assumptus. Super quo cum apud illum instaretur, respondit hoc intelligendum esse de officiis ante capitulum proxime futurum vacaturis, quae proinde vetuit a provinciali conferri. Mandaverunt interim executioni Gandavensis diffinitorii Patres capituli sui acta; statimque statimque [!] secutae sunt innumerae querelae eorum Patrum qui priori capitulo Bruxellensi steterant, multifariam conquerentium et lamentantium. Quibus permotus Rmus P. Generalis compluribus litteris P. Provinciale m hortatus est ut paternum eis animum affectumque exhiberet.

Perseverant nihilominus augescuntque in dies eiusmodi querelae; faxit Deus ut finem propediem accipiant, coeuntibus in unionem et concordiam mutuamque benevolentiam animis, provincia illa pristinae paci ac splendori restitatur.

Sequitur exemplar litterarum quibus sententiae praefatae executio commissa est Illmo D. Fabio Chisio apostolico ad Tractum Rheni internuntio...

Sequitur exemplar pro reductione discretorum...

Caetera instrumenta actaque omnia ad utramque causam spectantia peti possunt ex chartis processuum quas colligi et in unum volumen compingi curavimus ».

Ce précieux recueil, formé par Visconti, est aujourd'hui conservé sous la cote CC 52 des archives de Sainte-Monique. On y trouve trois petits imprimés:

1^o *Species facti in causa Discretorum in Provincia Belgica Ord. Erem. S. Augustini*; s. l. n. d.; 5 pp. (numérotées 3-7); cet écrit a été composé au nom du chapitre de Bruxelles, au commencement de mai 1649; 2^o *Synopsis sive brevis elucidatio iuris quod habent Conventus et religiosi Ordinis Erem. D. Augustini, ad eligendum unum ex gremio suo vel confratribus in discretum ad electiones nomine electorum suorum faciendas in comitiis provincialibus...*, s. l. n. d.; 24 pp. Un mémorial du P. De Dijcker (ms. CC 52) attribue cet écrit au P. Paludanus (« Quae omnia in diversis tractatibus in Belgio impressis ac signanter in P. M. Paludani *Synopsi* clarissime ostenduntur... »); 3^o un imprimé sans titre, sans nom d'auteur ni d'autres indications; 13 pp.; Incipit: *Prodiit nuper scriptum quoddam cui titulus Synopsis...* Il s'agit d'une réfutation de la *Synopsis*.

Finalement il faut noter que dans le ms. CC 52 les pièces du chapitre de Gand sont beaucoup moins nombreuses que celles du chapitre de Bruxelles. La raison en est que Paludanus et De Coninck agissant contre les décrets des généraux, au lieu de chercher leur appui à la curie généralice, ils se sont adressés à la curie pontificale. Malheureusement le fonds de la Congrégation des Evêques et des Réguliers est très difficile à consulter, faute de catalogues.

Aux sources, il faut ajouter, outre le ms. 280 de la Bibliothèque Angelica de Rome, quelques manuscrits conservés chez les augustins de Gand: *Liber capitulorum, congregationum et visitationum Provinciae Coloniensis Eremitarum S. Augustini*, t. I et II; N. DE TOMBEUR, *Annales conventus Lovaniensis*, t. I et II; N. DE TOMBEUR, *Provincia Belgica*, t. II. Malheureusement, les registres des provinciaux, que De Tombeur a encore connu n'existent plus aujourd'hui; on en trouve quelques extraits dans le ms. CC 52.

¹⁰¹) Dans une lettre du 15 février 1647 le général écrit au provincial avoir appris « in nostra provincia religiosos omnes et subditos nostros ob liberam vivendi licentiam, parum obedientiae, plurimum vero inobedientiae, propriaeque

Ainsi du temps où le P. Paludanus combattait son provincial, Jean Neefs, et son général, Hyppolite Monti, celui-ci notait dans son registre, relativement à Henri Lancelot, qu'il venait de nommer président du chapitre provincial de 1640 :

« Instantibus aliquibus Patribus Flandriae pro strictiori observantia suscipienda, scribimus P. Praesidenti dictae provinciae ut hoc negotium proponat diffinitorio et pro interim duo statuatur monasteria, unum in Brabantia, alterum in Flandria, in quibus sese recipere possint fratres qui illam sectari voluerint » ¹⁰²).

Nous ne sommes pas renseignés sur les suites de cet ordre. Elles ne semblent pas avoir été très apparentes. Au chapitre de Bruxelles, le 29 avril 1640, fut élu le P. Joachim Brulius, que nous avons déjà rencontré plus haut comme un partisan de Jansénius. Il avait été de 1637 à 1640 prieur du couvent de Cologne, où il avait eu parmi ses subordonnés le P. Lupus et comme ami le nonce Fabio Chigi, qu'il flatta en publiant *Vita B. Joannis Chisii Ordinis Eremitarum S. P. Augustini ad Illustrissimum D. Fabium Chigium, nuntium apostolicum*, Anvers 1641 ¹⁰³). Il semble avoir été plutôt homme d'étude qu'administrateur. Au moins, à la fin de son triennat, qui n'a laissé aucune trace d'efforts réformateurs, il désira être libéré de toute charge afin de se donner entièrement à l'histoire du Pérou qu'il était en train d'écrire ¹⁰⁴).

Le chapitre suivant eut lieu au mois d'avril 1643. L'ensemble des capitulaires, c'est-à-dire les dignitaires, les prieurs, les maîtres en théologie et les discrets des couvents (car l'assemblée eut lieu d'après les Constitutions) élit comme provincial le P. Jean Rivius

tribuere voluntati, indeque Constitutionum nostrarum necnon decretorum in bonum istius provinciae... inobservantiam perniciose vigere, cultum Dei negligenter peragi, charitatem refrigescere, ac demum studia bonarum litterarum penitus destituta iacere... » ms. DD 82, 118-119. Voir aussi (ms. DD, 52, n° 98) une lettre, en date du 10 juillet 1649, dans laquelle l'ex-provincial Jean Neefs donne quelques détails sur le relâchement de la discipline; l'office de nuit n'existe plus; les religieux ne portent plus de sous-vêtements en laine; « silentii nulla religio »; « nusquam lectio casuum conscientiae »; pas de sanctions, « hinc durescit iuvenum cervix »; sorties fréquentes et non motivées, manque de vie commune, etc.

¹⁰²) Ms. DD 75, 50.

¹⁰³) Voir PAQUOT, II, 490; à comparer cependant avec les *Acta Sanctorum*, Oct. XII, 725.

¹⁰⁴) Ms. DD 80, 297. Son livre, *Historiae Peruanae Ordinis Eremitarum S. P. Augustini libri octodecim*, parut à Anvers en 1651.

dont nous avons déjà fait la connaissance. Son conseil était composé de l'ex-provincial Joachim Brulius, des définiteurs Jean Neefs, Clément de Marlier, Jean Mertens, Gérard Carlier, du président Jean Cryterius et des visiteurs Guillaume Tasselon et Laurent Choulaeus.

Sous la conduite de Rivius, ce groupe se propose la restauration de la discipline. La participation des discrets aux chapitres leur apparaît comme une première source de désordres, soit dans les couvents, durant les mois qui précèdent leur élection, soit au chapitre même. Ces délégués des couvents se prêtent volontiers, par propagande électorale, à des conciliabules nocturnes et à des tractations qui concernent plutôt des intérêts privés que le bien de la province. Ailleurs des abus semblables avaient été remarqués et déjà, nous l'avons dit, stigmatisés au chapitre général de 1636, où le P. Paludanus put voir par lui-même la haute assemblée donner au général des pouvoirs spéciaux pour la suppression des discrets dans les provinces qui la solliciteraient. Pourquoi la province belge ne la demanderait-elle pas ? Plusieurs provinces l'avaient déjà obtenue ; celle du Portugal en 1636, celle du Pérou en 1638¹⁰⁵) et, tout dernièrement, celle de Castille. D'ailleurs les franciscains belges avaient déjà, depuis une trentaine d'années, exclu les délégués des couvents et ils se félicitaient du bon résultat obtenu : du reste l'état florissant de leur institut le confirmait¹⁰⁶). Exposant ses raisons d'une façon positive, le définitoire des augustins belges demande donc par une lettre commune, datée du 20 décembre 1644, l'abrogation des discrets¹⁰⁷).

¹⁰⁵) Le décret d'abrogation pour la province du Pérou, en date du 15 juillet 1638, commence ainsi : « Multae provinciae in capitulis generalibus per suos definidores supplicarunt electiones discretorum ad capitula provincialia recurrendorum penitus aboleri cum experientia doceat non utile aliquid sed damna multa ex eis provenire » ; ms. DD 74, 89-90.

¹⁰⁶) Le 30 janvier 1647, le P. Herman Lisens, provincial de la province de Germanie Inférieure des franciscains atteste ces faits ; cf. ms. CC 52.

¹⁰⁷) Voici le texte de cette supplique :

« Quod si ea intentione leges servarentur a subditis, qua latae sunt a magistratibus, praeclare certe ageretur cum omni communitate ; nunc, sive temporum lapsu et iniquitate, sive hominum fragilitate et malitia fieri videmus, ut quae prius erant bona reddantur noxia, quae pacem et disciplinam conservabant, eandem evertant.

In Constitutionibus nostris nullibi id melius apparet quam ea parte, qua de discretis eorumque facultate sive officio agunt ; quae dum secundum legislatorum

En vertu de ses pouvoirs particuliers, Monti accède à ce désir. Sous la date du 20 janvier 1645, il note dans son registre :

nostrum mentem servabantur, valde conducebant ad bonum provinciarum regimen et ornamentum. Postquam vero in religiosos etiam animos ambitus et fastus irrepsit, omissa legis maiorum nostrorum mente, coepit eadem Constitutionum pars noxia et pernitiota esse, et tum pacem, tum disciplinam evertere.

Id vidimus et observavimus iam ab annis plurimis, dum vix uno capitulo absoluto, incipiunt pro sequenti factiones seminari et discreti inter se agere ut talem tunc provincialem eligant, tales definitores, et consequenter, tales talium locorum priores, supprior, etc. Hinc fit, ut in capitulis, veluti quodam aestu, omnes electiones peragantur, talesque nonnumquam assumantur personae, quas non tam virtus quam cupiditas discretorum commendat proprio amori et libertati plerumque servientium; necesse est enim, ut eorum affectibus sese accommodent, qui promotionem aliquam vel merentur vel expectant.

Inde videns in capitulis provincialibus, non tantum diurnos, sed nocturnos etiam discursus et conventicula fieri, in quibus inter pocula conspiratur in talium et talium electiones, atque fides exigitur constantiae neque mutandi ullatenus suffragii. Nec sunt pauciores aut minores sordes in conventibus ante electionem discretorum toto fere triennio, sed praesertim post capitulum intermedium consultationes ubique iniri solent, quis sit eligendus discretus, omnibus ad munus certatim ambientibus, non absque poculis et promissis, nescio, quibus ipsi qui vehementer aliquid ambiunt procurant per credentes suos eligi tales vel tales, ut securius assequantur quod captant. Iam et priores, quia humano more a discretorum grege favorem aliquem frequenter expectant, factionibus domesticis, quibus discreti eliguntur, vix audent obsistere, ne a fine suo excidant. Eliguntur praeterea saepe ignari, quosque praestaret domi contineri, quam comparere ut putentur et computentur inter Patres provinciae.

Hinc enim vilipendium religionis apud eos qui incapacitatem talium personarum norunt et tamen ad provincialis et definitorii electionem comparere vident. Bonorum et proborum provinciae Patrum cordolium et moeror, qui domi potius manere, quam ad capitulum comparere desiderant, imo facerent, nisi publicus eis matris suae religionis honor aliud dictaret. Haec et alia plura, quae narrare nimis longum esset, eo nos inducunt, ut supplicare Rmae Paternitati Vestrae audeamus, quatenus tempestive de remedio providere dignetur, ponderata ad haec nostrorum hic conventuum tenuitate et paupertate, nec non viarum incredibili periculo (quod maior est in multitudine personarum quam paucitate), discretorum in hac provincia vestra Coloniae electionem, confirmationem et comparisonem perpetuis futuris temporibus tollere, extinguere et abolere ad Dei et religionis nostrae gloriam, disciplinae restaurationem et infinitarum confusionum atque in primis turpissimae ambitionis extinctionem.

Ita supplicamus Congregatione ad hoc specialiter indicta. Bruxellae 20 Decembris 1644.

Voir la publication intitulée: « Prodiit nuper scriptum quoddam cui titulus *Synopsis*; cf. N. DE TOMBEUR, *Historia provinciae* (ms.), 467-471. Au moins pour finir, la supplique fut signée par tout le définitoire, comme il appert de la session préliminaire du chapitre de 1646.

« Ad instantiam Patrum definitorii provinciae Coloniensis et Belgicae abrogantur discreti in capitulis provincialibus eiusdem provinciae interesse consuetis » ¹⁰⁸).

Voici le texte du décret :

« Magister Fr. Hippolytus Montius Finalensis, totius ordinis Eremitarum Sancti Augustini Prior Generalis, licet indignus :

Cum, sicut nobis pro parte et ad instantiam RR. PP. Prioris Provincialis et aliorum qui sunt de corpore definitorii Provinciae nostrae Coloniae et Belgicae humiliter fuit expositum, ex electionibus discretorum et accessu illorum ad capitula provincialia eiusdem provinciae, non solum illae utilitates non proveniant, quae a sacris Constitutionibus intenduntur, sed potius multa damna, incommoda, et inconvenientia oriantur, non sine maxima perturbatione religiosorum, iactura disciplinae regularis, imo saepe cum gravi scandalo populorum, atque idcirco humiliter fuerit supplicatum, quatenus de opportuno remedio providere dignaremur, Nos toto hoc negotio cum RR. PP. qui nobis assistunt, iterum atque iterum mature discusso, de illorum consilio et assensu, ad tot malorum occasiones omnino praescindendas, aliisque iustis de causis animum nostrum moventibus, attenta facultate in Capitulo Generali, proxime praeterito, super hoc nobis specialiter tributa, illaque uti intendentes, et alias omni meliore modo quo possumus, praefatos discretos, et omnem illorum usum a capitulis Provincialibus dictae provinciae omnino tollendos ac removendos fore et esse decrevimus, prout harum serie litterarum tollimus ac removemus, et sublato ac remoto esse volumus, et declaramus, in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti Amen ;

Mandantes omnibus illis ad quos pertinet et pro tempore pertinebit, in meritum salutaris obedientiae et sub rebellionis nostrae, privationis vocis activae et passivae, graduum et officiorum ipso facto incurrendis poenis, ne post harum nostrarum litterarum publicationem, ullo unquam tempore, sub quovis praetextu, quaesito colore vel ingenio, praefatas discretorum electiones facere, permittere, legitimare, confirmare aut acceptare, vel aliquem tamquam discretum in capitulis provincialibus dictae provinciae admittere aut cognoscere ullo modo respective audeant vel praesumant ; necnon irritum et inane declarantes, si quod secus super his a quoquam scienter vel ignoranter contigerit attentari. Atque ita in dicta Provincia omnino servari volumus in contrarium facientibus, non obstantibus quibuscumque, et praecipue Sacris Constitutionibus nostri Ordinis, a quibus pro eadem Provincia Coloniae et Belgicae, quidquid ad praefatorum discretorum pro capitulis provincialibus electionem, legitimationem, confirmationem et acceptationem, necnon

¹⁰⁸) Ms. DD 79, 163.

ad eorumdem discretorum officium, facultates et iura pertinet, aut pertinere quoquo modo potest, praedicta facultate Capituli Generalis demimus, hoc et omni meliori modo quo possumus » ¹⁰⁹).

Cette dérogation aux Constitutions, demandée par le définitoire entier, faite par le général en vertu des pouvoirs spéciaux que le P. Paludanus pouvait moins que personne contester, était sans aucun doute légitime et valable. Néanmoins, puisque peu après, au chapitre général de juin 1645, Monti fut remplacé comme général par le P. Fulgence Petrelli, la province belge demanda à celui-ci de confirmer, en vue de son prochain chapitre, le décret d'abrogation. De fait, sous la date du 4 novembre, Petrelli note dans son registre :

« Confirmatur pro provincia Coloniensi sive Belgica abrogatio discretorum pro capitulis provincialibus facta a Reverendissimo Montio pro provinciis Ultramontanis atque etiam pro provincia supradicta » ¹¹⁰).

En voici le texte :

« Iustis subditorum nostrorum precibus et eorum praecipue qui de nostra religione, probitate et doctrina bene merentur, acquiescimus libenter. Cum itaque nobis ex parte vestra fuerit humiliter expositum, vos exoptare abrogationem discretorum in ista nostra provincia Belgica sive Coloniensi pro capitulo provinciali a Rev^{mo} Montio, ex-generalis, decretam, supplicationis vestrae volumus habere rationem. Propterea tenore praesentium, et nostri muneris auctoritate, praefatam abrogationem, vi cuius discreti pro comitiis provincialibus in aliis Ultramontanis provinciis iustis de causis abolentur et vetantur, etiam apud vos eligendi, confirmamus, et quatenus opus sit innovamus, ut autem haec nostra discretorum abrogatorum voluntas, probata consilio Rev^{morum} Patrum qui nobis assistunt, omnibus innotescat, praecipimus in meritum obedientiae salutaris et sub poenis auctoritati nostrae reservatis, R^{do} P. Provinciali, ut hasce nostras patentes litteras toti provinciae significet dum PP. Priores et alios, si qui sint, vocales ad Commitia provincialia convocabit. Omnibus vero Patribus ac Fratribus istius nostrae provinciae, nostris subditis, ... prohibemus in virtute Spiritus Sancti, et sub poena rebellionis nostrae, privationisque officiorum et utriusque vocis, ne post

¹⁰⁹) Ms. CC 52, n° 207.

¹¹⁰) Ms. DD 80, 238. Notons en passant qu'au même endroit (p. 246) Petrelli recommande avec instance, de la part de la Propagande, au P. Paludanus de ne pas donner des dispenses des empêchements de mariage sans avoir obtenu la permission du vicaire apostolique ou de son coadjuteur.

harum notitiam sufficientem discretos conventuum ad Capitulum provinciale mittendos eligere praesumant » ¹¹¹).

En outre, à l'approche du chapitre, le même général désigna comme président Jean Neefs, cet ex-provincial que, six ans plus tôt, Paludanus avait si longtemps combattu.

Lorsque le 11 janvier 1646, Rivius annonça le nouveau chapitre à célébrer à Liège le troisième dimanche après Pâques (le 22 avril), il communiqua le décret de Monti et la confirmation de Petrelli ¹¹²).

¹¹¹) Nous empruntons ce texte à la réponse imprimée dans la *Synopsis*.

¹¹²) En ne publiant le décret de confirmation qu'au moment de l'indiction du chapitre provincial, Rivius obéissait à son général. Paludanus aura tort d'en faire un reproche et un motif d'appel; cf. sa *Synopsis*. Voici la lettre du 11 janvier :

« Quando praeterito iam fere triennio Patrum conventus est habitus, sperabamus fore ut ex principium christianorum dieta, quae tum antea coeperat apud Monasterium haberi, maiori securitate hoc instans capitulum nostrum celebrare possemus. Verum autem contra accidit; et peccatis nostris iustissimam Dei vindictam magis ac magis acuentibus, nunc sumus in maiori periculo, quam antea eramus. Quo fit, ut partim gaudemus, quod post multiplices curas, quibus in tanta rerum varietate distracti fuimus, deposito officii onere et in robustiores humeros translato, speremus aliquod levamentum; partim doleamus vehementer, quod ea pace, quam speravimus, sumus infeliciter frustrati. Tot enim interurbationes et discrimina necesse est, aliquid de disciplina corruiere et de observantia periclitari. Est interim de quo divinae benignitati gratias agere possumus, quod, sicuti in pluribus provinciis actu pari coepit, indulto defuncti nuper et moderni generalis, possumus nos pariter capitulum in posterum celebrare absque praesentibus discretis, quia in itinere et conventu pauciorum minus est periculi quam multorum. Eo igitur indulto freti, ad novi capituli celebrationem, in conventu Leodiensi inchoandam et perficiendam Dominica tertia post Pascha Resurrectionis, convocamus capituli praesentis definitores, provinciae visitatores, magistros a provincia acceptatos, patres qui aliquando fuerunt provinciales, omnium conventum priores, computatis inter eos Roslariense, Hillesemiense et Breense, denique socio nostro et secretario, reliquis omnibus, sub poena in Constitutionibus taxata, exclusis. Ut autem de abolitione discretorum constet, hisce annexuimus utriusque generalis litteras patentes, in copia per nos authenticata, quas perinde volumus cum hisce nostris publicari, et in libris visitationum conventuum mox describi, ut omnibus perpetuo innotescant. Nemo vero convocatorum ante feriam quintam praecedentem Dominicam tertiam loco capitulari adsit. Supplices aut vicarii conventum, qui domi manserint, preces et sacrificia peragi curent, quae Constitutiones praescribunt... Praecipimus autem, iidemque religiosos suos ita domi contineant ut de conventu in conventum vel alias foras exire nullatenus permittant; caveant denique ne sibi aut aliis de vestimentis provideant; quin potius cuncta observent quae Constitutiones habent... ». *Liber capitulorum*, I, 319-320.

En tête des Actes du chapitre 1646 on lit que la suppression des discrets fut partout très bien reçue :

« nisi quod tamen Lovanii ubi prima Februarii publicatae fuerunt, aliqui 23 Martii incepterunt eas de sub- et obreptionis vitio velle haberi suspectas ; quod ubi P. Provincialis intellexit vetuit per litteras ad omnes ibi vocales scriptas quidquam contra generalium litteras attentari, sed si quid opponere vellent id ad se referrent... » ¹¹³).

Sur ce mouvement de résistance, nous trouvons quelques détails plus concrets dans une lettre un peu postérieure de Jean Bacherius à Philippe Visconti en date du 8 septembre 1646.

In conventu Lovaniensi erant tunc P. M. Paludanus et M. Coninck sive Regius, quorum uterque ad provincialatum aspirarent et omne praesidium haberent in discretis quos multo ante tempore variis artibus in plerisque conventibus sibi praeparaverant... Ad quod assumunt in consortium P. Licentiatum Lupus, hominem ingenii turbulenti, qui datis ad P. Provinciale litteris omni virulentia et contempto oppletis palam ostendit se Reverendissimorum Generalium mandata non tanti facere, ausus etiam in celebri concessu asserere mentiri P. Generalem dum ait in litteris suis sibi concessam a capitulo generali ad hoc potestatem.

Alii interea discurrere ipsi per conventus varios, aut eo suos emissarios ablegare, qui fratres sollicitent ad discretorum electionem et litterarum Reverendissimi contemptum... » ¹¹⁴).

Ces actes peu édifiants, surtout si l'on considère qu'ils émanent d'un ex-provincial, sont indiscutables. Paludanus lui-même écrira dans son récit imprimé de 1649 :

« ... Patres conventus Lovaniensis resolverunt... iuxta Ordinis Constitutiones, perpetuumque Provinciae usum, statuto tempore procedere ad electionem discreti, qui in proximis comitiis personam conventus repraesentaret... Quo audito P. Provincialis praedictus acres et minaces litteras scribit ad Patres Lovanienses (uti ad plures alios conventus) ut eos a proposito deterret. Ac demum 8 Aprilis ad electionem discreti processerunt. Hoc cognito praedictus Provincialis Lovanium statim advolat ad minaciter statim quosdam imbecilliores aggressus, iisque sub comminatione carceris praecipiens, ut ab electione ista recederent ; cum eos opinione sua constantiores in proposito offendisset, coeteros aggredi non ausus, in capitulo dicti conventus electionem istam cassavit... » ¹¹⁵).

¹¹³) Ms. FF 22, 1616.

¹¹⁴) Ms. CC 52, n° 83.

¹¹⁵) PALUDANUS, *Synopsis*.

On comprend facilement l'attitude du provincial. Ses religieux de Louvain se montraient de vrais rebelles contre l'autorité, et par l'élection du discret, en dépit des ordres de Rome, ils étaient certainement excommuniés.

Cependant, si décidés qu'ils se montrent, ces rebelles n'osent pas aller plus loin. L'internonce et le prévôt de Malines auxquels ils recourent, ne leur donnent pas l'appui escompté ¹¹⁶). Par son énergie le provincial leur enlève leurs arguments de propagande. Sous la date du 18 avril 1646 on lit dans son registre :

« Quia non semel e variis conventibus nuntiatum fuerat, crebros illuc emissarios et litteras advolare, quibus spargebatur doctores Lovanienses approbasse appellationem a nostris factam, et damnasce utriusque generalis litteras, alii vero indicarunt esse aliquod scriptum ab aliquibus Dominicanis et Minoritis signatum ; sed casum illis propositum longe esse a nostro diversum ac falsitate infectum... »).

Pour ces raisons le provincial fit remettre aux Louvanistes les lettres du général, en sollicitant un jugement sur leur validité. Le 16 avril 1646 il put communiquer aux couvents l'avis des professeurs : A. Loyens, Ch. de Wignacourt, Valère André, H. Vanden Creeft, Everardus Clocaeus Antonii, Libert Froidmont, Gérard Van Werm, Jacques Pontanus, Jean Sinnich et André de Turri O. P. ¹¹⁷).

Le 22 avril, aucun discret ne parut au chapitre. Néanmoins pour en garantir la validité, Rivius le commença par une session préliminaire. Devant les capitulaires réunis, il demanda d'abord aux définiteurs s'ils se rappelaient avoir signé la supplique aux généraux et s'ils admettaient la validité des décrets d'abrogation. Après avoir reçu des réponses affirmatives, il fit venir devant lui successivement les vingt-neuf prieurs de couvents pour savoir si eux et leurs couvents avaient accepté également ces décrets. Tous rassurèrent le provincial ; mais certains d'entre eux donnèrent des détails supplémentaires.

Lambert de Saint-Jean, prieur de Cologne, n'hésite pas à affirmer la complète obéissance des siens, « *quamquam diu post illarum [litterarum abrogationis] publicationem fuerunt aliqui a quibusdam Lovaniensibus sollicitati et incitati ut reclamarent* »).

¹¹⁶) Ibid.

¹¹⁷) *Extractum Registri Provincialis ad diem 18 Aprilis 1646*, dans CC 52.

Jean Petri, prieur de Diest, ajouta à sa réponse : « *se audivisse Lovanii, litteras illas fuisse impetratas inconsultis PP. Diffinitorii* ».

Pierre-Damase De Coninck, prieur de Louvain, « *respondit, nihil fuisse oppositum cum publicatae fuissent. Interrogatus an illas amplecteretur, dixit se illas amplecti tamquam litteras generalis qui illas scripsit. Interrogatus an amplecteretur mandatum illis contentum, respondit : amplector in quantum debeo. Interrogatus, an illi se non conformasset, veniens sine discreto, respondit : veni sine discreto. Interrogatus an etiam venisset sine deputato, respondit : veni solus in equo. Interrogatus an sciret cassatam fuisse praetensi deputati electionem, dixit : se intellexisse* ».

Laurent Choulæus, prieur de Liège, ajouta : « *se intercepisse litteras a P. Christiano Lupo ad P. Aegidium Pirpont, 21 Martii datas, quibus inter coetera hortabatur ut deputatum a Leodiensibus eligi procurerat ; se vero hoc impedivisse* »¹¹⁸).

Après cette session préliminaire, le chapitre suivit un cours ordinaire¹¹⁹). Guillaume Tasselon présida des thèses. Les élections se firent sans aucune difficulté. Brulius, Paludanus et De Coninck obtinrent un nombre de voix tout à fait insuffisant. Furent élus : provincial, le prieur de Bruxelles, Michel Beydaels ; définites : Matthieu Pauli, recteur de Maestricht, Ignace De Dyckere, commissaire de Bree, Jean Bacherius et Grégoire de Massuires, prieur de Bouvignes ; visiteurs : Lambert de Saint-Jean, prieur de Cologne et François Coillo, prieur de Liège.

On comprend que les pères Paludanus et De Coninck aient fait une pénible impression au chapitre. On s'étonne même que personne ne leur ait fait infliger une punition exemplaire en exécution des clauses pénales des décrets des deux généraux. Cependant les semeurs de révolte eurent une humiliation à subir. Dans les *Actes* du chapitre, à l'endroit où il est traité de la composition du couvent de Louvain, on lit :

« ... P. Paludano, quoniam is publicis in studiis detinetur, gratias agunt pro diuturna opera, in professoris ac regentis munere exhibita, eiusque loco studio Lovaniensis constituunt regentem ... P. M. Tasselonium, praeter quem theologiam ibidem scholasticam docebunt R. P. Alippius Rijloff, Brugis evocatus, et R. P. Joannes Baptista de Perne, Insulis evocatus ».

Cela veut dire que Paludanus est démis de ses fonctions de

¹¹⁸) Voir la réponse imprimée *Synopsis*, où on trouve les *Acta praeliminaria capituli provincialis Mechliniae habiti anno 1646*.

¹¹⁹) Voir les *Actes* de ce chapitre dans FF 22.

professeur et régent de la maison d'études de Louvain et que De Coninck et Lupus ne sont plus professeurs. Ce dernier fut même déplacé à Ypres.

Paludanus en fut très froissé. Quelques mois plus tard, le définitiveur Jean Bacherus écrira au procureur général :

« ... Paludanus male habuit quod illi gratiae actae sint ob regentis officium, quod iam per viginti amplius annos administraverat, aliusque Sacrae Theologiae Magister et in Academia Lovaniensi per duodecim annos professor in eius locum substitutus sit, quod Patres iudicarunt aequissimum esse, ne omnibus laborantibus, omnia in unum privilegia et honores conferrentur »¹²⁰).

Pour le reste, le chapitre provincial de 1646 montre un zèle peu ordinaire pour la restauration de la discipline. Il fait une longue série de recommandations : les prieurs se souviendront qu'ils sont responsables des âmes à eux confiées. Ils doivent soutenir la bonne renommée de leur couvent, mettre fin à l'oisiveté de leurs religieux, faire discuter régulièrement les cas de conscience, assurer le chant de la messe conventuelle et des vêpres, aux fêtes de première et de seconde classe, faire cesser les récréations de midi et du soir au son de la cloche ; faire observer la vie commune et, par conséquent, ne pas autoriser les repas en dehors du réfectoire, imposer le silence et défendre les conversations en cellule. De leur côté, les religieux ne sortiront pas de la maison, sans avoir fait connaître au supérieur le but de leur démarche, sans avoir reçu sa bénédiction, et sans être accompagné d'un *socius*, qui, la nuit, dormira dans la même chambre ; leurs lettres seront lues par le supérieur ; tous assisteront à l'office choral et, en cas d'absence, ils seront punis. D'ailleurs un régime sévère est recommandé sur toute la ligne : « *Commendamus iisdem prioribus in regimine severitatem, eoque fine mandamus ut carceres pro facinorosis aptent compedesque procurent iuxta Constitutiones* »¹²¹).

¹²⁰) Voir CC 52 (dernière pièce).

¹²¹) Voir les *Actes du chapitre* dans FF 22. Au chapitre intermédiaire du 7 octobre 1647, le définitoire revint sur les mesures de réforme. Une des premières recommandations fut la suivante : « Quia nulla nimia esse potest superiorum diligentia in arcendis iis potissimum vitiis, quae praecipua religiosae vitae fundamenta impetunt, ac speciosis interim praetextibus palliata, etiam sagacissimos non raro fallere solent, hortantur priores omnes, ut tam in capitulis provincialibus et privatis visitationibus decreta, quam quae sacris Constitutionum legibus constituta sunt, suis frequenter praelegant, eosque ad eorundem observantiam

Certaines prescriptions visaient spécialement les professeurs de théologie ; en toute hypothèse, ils doivent finir un cours complet de théologie en l'espace de quatre ans ; chaque semaine ils interrogeront les étudiants et ils leur donneront l'occasion de demander des explications. Ils enseigneront l'augustinisme ; ils s'y obligeront même par le serment suivant :

« Juro quod in quotidianis lectionibus quas, professor, legero, me docturum atque lecturum in theologia scholastica doctrinam D. P. Augustini, ubi eius mens aperta fuerit ; ubi vero anceps et dubia, nihil docturum vel lecturum quod eius doctrinae adversari censerim, sed quod, vel iuxta meum sensum, vel eorum qui discipuli S. Augustini communiter censentur, tanti Patris doctrinae magis conforme iudicaverim. Excipio ea quae iure ecclesiastico immutata sunt vel postea immutabuntur et quae cum olim controversa essent, iam constitutionibus apostolicis definita sunt ».

Y a-t-il ici une recommandation du jansénisme ? On peut en douter. Aucune mention n'est faite de l'*Augustinus* ; une réserve est même ajoutée pour la sauvegarde de l'autorité ecclésiastique, juge suprême de l'augustinisme. D'ailleurs, quelques mois plus tard, le P. De Coninck écrivit dans un sens analogue au P. Général. Celui-ci lui répondit le 10 août 1646 :

« ... Quod autem postremo significas doctrinam D. P. Augustini quam in suis habemus exaratam codicibus, non est cur sequendam omnibus mandemus, quam omnes illam antiquo ex tempore sequendam receperint. Coeterum in aliorum translata codices, sive Jansenii, sive alterius scriptoris nostra non putamus interesse approbare aut reprobare, aut sequendam vel non sequendam declarare. Istud Sanctae est onus Patrum Ecclesiae »¹²²).

Néanmoins Rivius, le réformateur, était en bons termes avec l'archevêque de Malines, Jacques Boonen qui soutenait de grand cœur toutes les tentatives en vue d'améliorer la vie religieuse du clergé. Ces bonnes relations, le provincial en confirma l'existence en dédiant au pieux prélat janséniste son ouvrage principal :

sedulo hortentur, signanter vero caput nonum sextae partis de poena proprietarii, quod sic una legi a principio usque ad paragraphum « *qui comestibilia* » atque a prioribus quoad omnes indifferenter executioni mandari atque in viridem observationem revocari mandant » ; *Liber decretorum conventus Mechliniensis*, II, 3-4 ; *Liber capitulorum*, I, 351 ; ces deux manuscrits sont conservés chez les augustins de Gand.

¹²²) Ms. DD 82, 46.

Vitae D. Aurelli Augustini, Hipponensis episcopi et Ecclesiae Doctoris eximii ex operibus eius concinnatae, rerumque ab eo gestarum et scriptarum libri quatuor. In quibus Historiae Ecclesiasticae Africanae, Manichaeorum item, Donatistarum, Arianorum, Pelagianorum aliarumque haereseon Synopsis: Omnibus Augustini libros legere et intelligere volentibus necessaria, Studio et industria Reverend. P. Ioannis Rivii, S. Theol. Doctoris et Professoris, Ord. Eremitarum S. Augustini per Germaniam inferiorem Prioris Provincialis. Antverpiae, Ex Officina Hieronymi Verdussii 1646, in-4° [12] + 642 + [64] pp.

Ce livre, dont la dédicace ¹²³⁾ et les approbations sont datées de 1645, ne vit le jour que vers le mois de septembre 1646. En effet, le définiteur Jean Bacherius écrit le 8 septembre à Philippe Visconti :

« Libellos nostros feliciter appulisse gaudeo. Utinam eadem fortuna gaudeant quos proxima occasione transmittere meditor ; inter quos est *Vita Augustini*, in quatuor libros digesta, ac nuperime hic edita per P. Magistrum Joannem Rivium, triennii elapsi provincialem, opus plane egregium atque communi totius Belgii applausu exceptum, cuius impressioni, auctoris rogatu, sex omnino menses impendi... » ¹²⁴⁾.

¹²³⁾ Cette dédicace, datée du 28 août 1645, en soi assez inoffensive, débute ainsi : « Etsi D. Augustinus... omni saeculo et aetate apud omnes in ore et honore fuerit, hac attamen tempestate non puto esse ullum hominem vel tam tenuiter in sacra doctrina versatum, vel novorum adeo negligentem, ut non saepius senserit Augustini nomine aures suas animumque pulsari. Hoc ubi primum a sexenio circiter fieri coepit, dolebam... non exstare conscriptam eius vitam ». La censure fut écrite par Henri Calenus, le 21 janvier 1645. A la page 11 (non chiffrée) on trouvera une poésie latine signée par God. vanden Mortelle, Iuris Consultus (sur ce personnage voir L. CEYSSENS, *Autour de la publication de la bulle*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, 49 (1954), 93). PAQUOT, II, Louvain 1768, 168, donne l'appréciation suivante : « ... Il y a plus d'une chose que je ne puis approuver dans cette dédicace. Je ne puis encore que blâmer la témérité de l'auteur, lorsqu'il ose traiter p. 519 de sémipélagiens, ceux d'entre les théologiens catholiques, qui admettent en Dieu, depuis la chute d'Adam, un décret de donner à tout homme des secours suffisants pour faire son salut. Il me paraît peu exact p. 64, lorsqu'il met en titre d'un paragraphe, que S. Augustin savait le grec et l'hébreu, puisqu'il est certain par les passages mêmes rapportés en cet endroit que ce S. Docteur ne savait que fort peu l'une et rien de l'autre langue. A ces défauts près, l'ouvrage dont je parle est un chef-d'œuvre ; et doit avoir coûté à l'auteur un travail incroyable ».

¹²⁴⁾ Ms. CC 52, n° 83. Le 10 janvier 1647 Bacherius écrivit encore à son général (CC 52, dernière pièce) : « ... Misi ab aliquot mensibus Romam *Vitam S. Augustini* a Patre ex-provinciali Rivio ex omnibus eius operibus miro artificio

En cette même année 1646, l'archevêque demande un service aux augustins. En janvier, le roi avait permis la publication de la bulle *In eminenti* et, en mars, le gouverneur général l'avait imposée. Or les jansénistes, avant de s'y prêter, désirèrent mieux renseigner le roi et le pape en vue d'obtenir que la doctrine augustinienne fut maintenue intacte. Jacques Boonen prit la responsabilité de cette démarche et demande l'appui des évêques, des professeurs d'université, des abbés norbertins, des supérieurs des divers ordres religieux. Il allait recueillir un volume in-folio de 160 pages, où figurait, parmi les attestations des norbertins, des franciscains, des dominicains, des minimes et des oratoriens, un document des augustins, daté de Malines 23 juillet 1646 et signé par les religieux suivants :

Melchior Beydaels, STD, provincialis ;
 Johannes Rivius, STD et prof., ex-provincialis ;
 Guilielmus Tasselon, STD et prof. in Universitate Lovaniensi,
 ibidemque Theologiae studii regens et provinciae visitator ;
 Johannes Nevius, ex-provincialis et capituli nuper celebrati
 Mechliniae praesidens ;
 Augustinus Bacherius, provinciae defnitor ;
 Johannes Mertens, prior Bruxellensis ;
 Gerardus Chriekels, prior Antverpiensis ;
 Laurentius Chouleus, provinciae visitator ;
 Philippus Masius, prior Lovaniensis ;
 Servatius Smidt, prior Mechliniensis ;
 Johannes-Baptista de Perne, STD, professor in Universitate
 Lovaniensi ;
 Alipius Reyloff, professor in Universitate Lovaniensi ¹²⁵).

Replacée dans l'atmosphère de l'époque, cette pièce ne contient rien de neuf. Les signataires admettent que la bulle *In eminenti* est sans crédit auprès de nombreuses gens qui savent par quels artifices elle a été obtenue. Ils réfutent les arguments ordinaires contre Jansénius, évêque pieux, très versé dans la doctrine augustinienne, qui a interprété les propositions baianistes condamnées de façon à sauvegarder l'augustinisme et l'autorité pontificale.

contextam, in quam et ipse dum eius secretarium egi, plus octo menses in adoranda impressione ac concinnandis indicibus impendi... ».

¹²⁵) Voir notre étude: *Autour de la publication de la bulle « in eminenti »*. Un dossier important à retrouver, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, 49 (1954), 111-112.

Son œuvre, qui n'a causé aucun scandale, dont la lecture est au contraire édifiante et mérite d'être conservée. L'archevêque a raison d'en demander un nouvel examen en vue de la faire remettre en circulation, au besoin après correction.

A l'égal des nombreux documents analogues, l'attestation de nos augustins est très sévère pour les jésuites, qui ont travaillé à la condamnation de Jansénius pour des motifs d'intérêt et davantage au moyen d'« *artes insolitae* » que d'une « *legitima et ordinaria praxis* ». Ce sont eux qui ont provoqué le scandale qu'ils attribuent à Jansénius ; qui refusent à l'évêque d'Ypres le recours qu'autrefois ils ont permis au P. Jean-Baptiste Poza :

« Meminerint paucos esse annos, quod pro arcenda ab aliquo suorum iudicium Romanorum prohibitione fatigaverint saeculi tribunalia eo successu, ut averterint fulmen quod scriptori imminabat ; non est aequum ut putent claudi debere innocentiae idem azylum, quod solet esse nonnumquam latronibus perfugium... » ¹²⁶).

On y lit surtout un passage qui allait attirer tout spécialement l'attention des jésuites :

« Quam rem memoria et imitatione dignissimam ¹²⁷), edito libello, aeternitati consecravit P. Magister Basilius Pontius Legionensis Ordinis Eremitarum Sancti Augustini, primariae cathedrae Salmanticensis moderator primarius, qui et antea ex operibus doctorum scholasticorum Societatis centenas aliquot propositiones collegerat, partim falsas, partim erroneas et haereticas etc., eratque emissurus in lucem nisi fuisset morte praeventus. Ex quo videas Jansenium... solum attamen non fuisse, cui displicebant ea ingeniorum vitulamina, et ideo nihil esse mirum si multa eum orbe toto virorum agmina sequantur... ».

Il est bien probable que nos augustins devaient ce détail si irritant aux connaissances particulières qu'avait acquises le P. De Coninck, quand il éditait *Basilii Pontii de Sacramento confirma-*

¹²⁶) Sur l'importance du cas Poza au début du jansénisme, voir L. CEYSSENS, *Rondom de studie van P. Willaert over de oorsprong van het Jansenisme*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, 28 (1950), 652-53.

¹²⁷) Il s'agit ici du vœu, par lequel, en 1627, les professeurs de Salamanque s'obligèrent à enseigner la doctrine augustinienne et thomiste. Ponce de Léon avait écrit à ce propos un opuscule ; voir J. ORCIBAL, *Correspondance de Jansénius*, Louvain 1947, 397 et passim ; cf. WILLAERT, *Bibliotheca Janseniana Belgica*, n° 1843 ; 2005.

tionis liber singularis, correctior et annotationibus marginalibus illustratus, Louvain 1642 ¹²⁸).

Mais, depuis lors, De Coninck, tout comme Paludanus, a changé son fusil d'épaule. Contrairement à leur ancienne coutume et à la conduite des deux nouveaux professeurs de Louvain (De Perne et Reyloff), ils ne signent pas l'attestation. Ils ne se battent plus pour Jansénius, mais pour leur propre cause ; car, après leur tentative de révolte, leur avenir est compromis, et pour longtemps, si du moins les partisans de la réforme restent au pouvoir ; et ils y resteront si les discrets ne sont pas rétablis.

IV. « LE CHEF DES RÉVOLTÉS ».

Le chapitre provincial du mois d'avril 1646 porta à Paludanus un coup si fort que, durant quelques mois, il en sembla hébété. En effet, après sa défaite, il eut peine à se refaire un plan de combat. Le temps utile passa avant que lui et son compagnon d'armes n'aient eu l'idée ou l'audace d'écrire au général pour solliciter l'annulation des actes du chapitre et le rétablissement des discrets ¹²⁹).

Le P. De Coninck ne le fait qu'au mois de juillet et, usant de diplomatie, par un biais détourné. Demandant la confirmation d'un ancien décret du général Monti, relatif à la publication de certains ouvrages en préparation ¹³⁰), il fait connaître également ses désirs dans un autre domaine.

Le 10 août 1646, le nouveau général lui répond :

« ... Porro quantum ad id quod pro discretorum abrogatione subiungis, si tota ista provincia id petat per publicum instrumentum, fiet pro futuro tempore, dummodo Patribus nostrae Congregationis id videtur expedire.

Atque cum Acta proximi capituli fuerint ex consilio et con-

¹²⁸) Le 4 août 1646 De Coninck demande et obtient de son général la confirmation d'un décret, donné autrefois par le général Monti, l'autorisant à publier les ouvrages de Gilles de Rome, de Grégoire de Rimini, de Gérard de Sienne, de François du Christ, etc. Petrelli lui permet spécialement d'éditer les *Quodlibeta* de Gilles de Rome ; cf. Ms. DD 82, 43.

¹²⁹) Dans sa *Synopsis*, Paludanus prétend avoir écrit immédiatement après la fin du chapitre ; mais cette affirmation est contredite par la lettre du général, qu'on lira ci-après.

¹³⁰) Cf. note 128.

sensu eorumdem Patrum confirmata ante vestram et paucorum relationem, iam ipsa confirmatio abiit in rem iudicatam, neque censetur reclamatio praesens audienda, cum in celebratione capituli vestri nemo quidquam opposuerit ; unde quilibet videtur consensisse et tacenti et consentienti non fit iniuria, ac propterea iudicem commissarium non oportet delegare ; praecipue vero quia nos sumus sponte petitioni Patrum annuere parati, quando id fieri decuerit et satis erit exquirere totius provinciae consensum vel dissensum ac nos transmittere. Nos vero cum nostra Congregatione agemus in rem hanc sensibus pacatis et paternis, qui non solum vestrae sed et omnium nostrorum subditorum consulere intendimus quieti, honori et utilitati, absque ulla vel saltem minima animi passione mala, id quod a vobis omnibus credi peroptamus... »¹³¹⁾.

Cette réponse, belle en soi, avait le tort de rendre cœur aux insoumis. Mal interprétée, elle leur fournira un prétexte pour fomenter ouvertement la rebellion. Tout ce qu'ils feront en convention aux décrets des supérieurs et en bravant les censures, n'a, d'après eux, d'autre but que de consulter la province sur le cas des discrets¹³²⁾.

Aussi reprennent-ils leur action pour arriver à leurs fins dans le plus bref délai possible. Une première allusion à leurs démarches se rencontre dans une lettre du définitiveur Jean Bacherius au général, datée du 8 septembre 1646. Après un chapitre provincial aussi paisible, aussi bien réussi, écrit-il, on croyait la tempête passée.

« Verum [poursuit-il] nondum acquiescere factiosi illi [P. Paludanus et De Coninck] Patres Jesuitas, ordini nostro hic infensissimos, (ob liberales disciplinas quas una cum illis in Belgio profitemur), adire eosque rogare ut Romae causam suam cunalibus et gratia pollentibus viris commendent, atque capituli rescissionem qua possint via promoveant »¹³³⁾.

Bientôt, mieux informé sur les faits et sur le danger que constitue le mouvement de rébellion, le général passe aux mesures énergiques. Le 14 septembre 1646 il écrit une longue lettre à la province de Cologne pour faire savoir et même démontrer que ses prédécesseurs ont légitimement et valablement abrogé les discrets.

¹³¹⁾ Ms. DD 82; 46.

¹³²⁾ L'intention du général n'était certainement pas de provoquer une résistance ouverte; d'ailleurs elle fut bientôt révoquée, comme on le verra plus loin.

¹³³⁾ Ms. CC 52, n° 83.

Aussi, en vertu de ses pouvoirs, il prend une décision définitive. En voici le passage principal.

« Quocirca nos harum serie, nostrique muneris auctoritate praedictis oppugnantibus perpetuum imponentes silentium, omnibus et singulis Patribus et Fratibus Provinciae nostrae Coloniensis... praecipimus in meritum salutaris obedientiae et sub rebellionis nostrae privationisque graduum et officiorum, ac utriusque vocis, necnon in subsidium, excommunicationis maioris latae sententiae, quam trina canonica monitione praemissa in his scriptis licet inviti, ferimus, ipso facto incurrendis poenis, ne ullo praetextu, quaesito colore, vel ausu temerario praedictam discretorum abrogationem in ista Coloniensi provincia factam, impugnare, redarguere, in controversiam vocare aut nullam et invalidam nominare vel in illam quomodocumque in posterum insurgere praesumant » ¹³⁴).

Mais, comme les insoumis ne se rendent pas, Petrelli exprime le 26 octobre une fois de plus sa décision et celle de son prédécesseur. Il fait parvenir en Belgique le décret suivant :

«... Quoniam discretorum istius nostrae Provinciae Coloniensis abrogatio per Rmum Praedecessorem nostrum Hippolytum Montium facta et a nobis confirmata quibusdam illis Patribus tamquam insueta, nulla prorsus videtur, idcirco nos, ne quod ad Provinciae utilitatem fuit factum in iurgiorum et dissensionis cedat fomentum, tenore praesentium... declaramus Rmum Praedecessorem nostrum discretos istos abrogasse, nosque pariter abrogationem huiusmodi confirmasse, attenta quidem evidenti Provinciae utilitate sed et praecisa auctoritate in capitulo generali anno 1636 celebrato Rmo Priori Generali attributa... ; confirmata esse volumus et proinde omnibus et singulis PP ac FF cuiuscumque status... praecipimus... ne ullo praetextu praedictam discretorum abrogationem impugnare, redarguere, in ius et controversiam vocare, aut nullam et invalidam dicere ; vel in illam quomodocumque insurgere praesumant... » ¹³⁵).

Naturellement, Beydaels, le provincial, s'empresse d'intimer aux couvents ce document, et à l'occasion de la visite canonique il en exigea l'acceptation ¹³⁶). Mais Paludanus et De Coninck ne

¹³⁴) Voir la réponse imprimée dans la *Synopsis*.

¹³⁵) Ms. DD 82, 63 v - 64.

¹³⁶) Le provincial Beydaels écrivit le 22 décembre 1646 au général : « ... Publicas, quibus decernitur ne quisquam sub poenis debitis in discretorum abrogationem audeat insurgere, etiam recepi et in visitatione conventuum religiosus omnibus intimavi, osculo acceptari curavi ; et scripto priores omnes testati sunt se eas acceptare » ; ms. CC 52. Rivius écrivit le 19 janvier 1647 au même général : « ... Iam enim media pars conventuum quos P. Provincialis visitavit postremas

se rendirent pas encore. Ils en appellèrent des décisions du général. A celui-ci, Beydaels écrit le 22 décembre 1646 :

« ... Videt ecce iam Rma V. contumaciam et impudentiam P. Paludani et P. Damasi Conincx, qui contempta suprema in ordine auctoritate super abrogatione discretorum in hac provincia tam iuste petita, tam legitime concessa et recepta, tam quiete practicata, appellandum putarunt ad Sanctam Sedem apostolicam.

Ut nihil dicamus de huius appellationis materia, quae et nullam in particulari personam tangit, et iudicialis non est, sed tantummodo directionis et obedientiae, sane appellatio ipsorum neque in tempore legitimo, neque ulla forma iuris servata est facta.

Quapropter cum absolute missa sit, si eam ipsi prosequi ausi fuerint, et facere quod in provincia nostra numquam auditum est, supplicamus humillime P. V. R. ut contra rebelles illos auctoritatem suam et huius provinciae bonum strenue defendat ; nos expensas omnes quae in processu fient, promptissime et libentissime solvemus.

Ad perpetuam vero rei inauditae memoriam, puniat postea duos illos condignis poenis, privationis gradus et vocis etc. prout viderit salubrius expedire.

Absque ipsis enim, non reperiretur ullus in provincia (tametsi habeant paucissimos asseclas eosque libertinos et indisciplinatos) qui contra discretorum abrogationem auderet hiscere. Speramus interim eos ad confusionem suam operare...

P. S. — Hinc Romam perfectus est P. Martinus des Buissons, cum obedientia Rmae P. V., homo crassus et pinguis. Is est commissarius appellantium habetque secum, ut existimo, chartas omnes et documenta necessaria. De coetero satis ignavus et tamen ambitiosus » ¹³⁷).

Bientôt le Saint-Siège renvoya l'appel de Paludanus au cardinal protecteur des augustins, Jean-Baptiste Palotta. Supposant que celui-ci était en bonnes relations avec leur général, Rivius et ses amis se réjouirent ¹³⁸).

P. Generalis litteras non gustu tantum et osculo sed propriae manus signatura recepit » ; *ibid.*

¹³⁷) Ms. 52 (in fine).

¹³⁸) Le 19 janvier 1647, Rivius écrivit au général : « Studium et solertiam Rmae P. V., quam in controversia discretorum pro nobis ostendit, ex humanissimis et cordatissimisque litteris quas ab octiduo accepi, summo cum gaudio intellexi. Ago gratias nomine provinciae nostrae... Porro gaudemus Eminentissimo Card. Protectori causam nostram esse commissam, vel eo maxime quod sciamus apud eum Rmam V. P. gratia et auctoritate valere » ; ms. CC 52 (in fine). Une lettre du 10 janvier 1547, adressée par le définitiveur Bacherius au procureur général

Mais leurs adversaires ne perdirent pas courage. Déjà, — nous l'avons vu, — Martin des Buissons était parti pour Rome, muni

(elle a été déjà citée plus d'une fois) contient des détails analogues, mais elle mérite, pour d'autres raisons, d'être reproduite intégralement:

« Post publicatas Revmi Patris litteras ac nemine vel verbulo obstrepente exosculatas, omnia in provincia tranquilla sunt; iuventus morigera, omnes ad obsequium parati. Pudet enim eos tam facile seduci potuisse falsis eorum persuasionibus, qui ut ambitum suum honesta specie velarent, provinciae causam se tueri contra praetensam Rmi potestatem iactaverant. Atque hi quidem adhuc persistunt, praecipue Paludanus et Regius, non ob aliud quam ne victi videantur, et temere suscepisse quod ad optatum finem perducere non possunt. Non ut iis officiam haec scribo, ita me Deus adiuvet, sed ut quod res est sine fuco aut dolo in sinum tuum effundam.

Paludanum male habuit quod illi gratiae actae sint ob regentis officium, quod iam per viginti amplius annos administraverat, aliusque Sacrae Theologiae Magister et in Academia Lovaniensi per duodecim annos professor in eius locum substitutus sit; quod Patres iudicarunt aequissimum esse ne, omnibus laborantibus, omnia in unum privilegia et honores conferrentur.

Deinde veretur ne a provincialatu, ad quem per iuventutem commotam anhelabat, excludatur, quod sciat modernum provincialem atque exprovincialem, viros probissimos et observantiae regularis amantes, dixisse aliquando, se non videre quomodo officium in Ordine gerere possit qui beneficium habet extra Ordinem. Nam iis apud Cardinalem Infantem intercedentibus, quos ipse iam persequitur, obtinuit ab aliquot annis ut esset de Facultate Theologica in Academia Lovaniensi, quod publicum in scholis est officium, gaudetque certo stipendio, eoque pingue, quo et ipse Paludanus fruitur, nihil inde in communitatem deferens et tamen de communi vivens.

Patrem Magistrum Regium suae etiam privatae causae movent, ut qui hactenus parum ostenderit se religionis ac disciplinae regularis amantem. Ita fit ut qui per proborum ac meliorum suffragia ad honores se perventuros desperant, ad iuventutem licentiae et dissolutionis amantem convertantur.

Hi iam dicuntur per conventus, ad quos crebris peregrinationibus currunt et recurrunt, voces ac subscriptiones eorum importune admodum sollicitare, quos olim adverterunt ad primam discretorum abrogationem non usquequaque laetos, praetextentes Reverendissimum factum esse partem, atque sine obedientiae infractione ab eo ad Apostolicam Sedem appellari posse.

Ego vero plane confido Eminentissimum Protectorem, ad quem totius causae discussio delata est, non tantum tributurum aliquorum (inter quos plerique iuvenes atque etiam pueri esse dicuntur) subscriptionibus, ut rei ipsius de qua agitur utilitatem ac necessitatem, accedente plurimorum ac meliorum assensu, in postremis habiturus sit. Praecipue cum abrogatio praedicta iam legitime introducta sit, atque ab omnibus pacifice acceptata. Quae si, quod Deus avertat, iterum destruat et Reverendissimi auctoritas pedibus conteretur et provinciae nostrae exsequias celebrare licebit, utpote quae planissime peritura sit; iuventute animos resumptura et sine more ac modo, optimo cuique insultatura.

Quantum autem discretorum abrogatio conducat ad optimos quosque officiis

d'une riche documentation. Le P. De Coninck sollicita et obtint de son général la permission de se rendre à la Ville éternelle ¹³⁹). C'est pourquoi, par lettre du 15 février 1647, le même supérieur exprime le désir que la province de Cologne lui mande elle aussi quelqu'un pour le renseigner sur les abus dont il entend tant de plaintes ¹⁴⁰).

Rivius envoie le P. Ignace De Dijckere, définitiveur ¹⁴¹). Puisque ce religieux va jouer un grand rôle dans les faits que nous aurons à raconter, il faut faire sa connaissance.

Comme Paludanus, il était né à Gand, mais en 1590, de sorte qu'il était son aîné de cinq ans. Il ne semble pas avoir enseigné. Il n'écrivit que quelques vers et une vie de saints, mais fut succes-

praeficiendos et tollendos abusus magnos ac multos qui toto anno quod capitulum praecedit impune ac poene licenter exercentur, non nos solum longa experientia docuit, sed et eorum provinciarum exemplo discere licet, quae nisi his abrogatis se stare non posse palam confessae sunt. Quod et ordo S. Francisci in Belgio advertit, unde aliquot abhinc annis eandem abrogationem in provinciam suam, longe florentissimam, induxit, non obstante quod quidam e iunioribus et parum in regimine monastico versatis illi se opposerent.

Quare Reverendam Admodum Paternitatem Vestram etiam atque etiam rogo, ut quo semper fuit erga Ordinis honorem ac regularem disciplinam (unde is dependet) zelo, totis viribus adnitatur, ne optimo fine ac felici successu introducta abrogatio malis factiosorum aliquot consiliis destruat.

Mihi sane ita Deum testari audeo, nihil nisi Dei atque Ordinis honor et regularis disciplinae observantia in hac controversia proposita sunt, quorum causa et religioni nomen dedi et vitam etiam pacisci non dubitem.

Misi ab aliquot mensibus Romam *Vitam S. Augustini* a Patre ex-provinciali Rivio ex omnibus eius operibus miro artificio contextam, in quam et ipse dum eius secretarium egi, plus octo menses in adornanda impressione ac concinnandis indicibus impendi. Si P. V. Reverenda nondum eam accepit, petere poterit a Patre Adriano Huberti, Flandro, religioso Ordinis S. Francisci in conventu Araeoceli. Deus optimus maximus... ». Ms. CC, dernière pièce.

Les augustins belges se trompaient sur le compte de leur cardinal protecteur. Celui-ci, Jean-Baptiste Palotta, créature du pape Urbain VIII, restait très lié avec les cardinaux Barberini et avec les Pamphili. Après l'avènement d'Innocent X, on voulut faire revenir de France à Rome Léonora Baroni, ancienne amie du cardinal Mazarin, liée avec Camillo Pamphili « pour qu'elle y contrarie les cardinaux Pansiroli et Palotta, grands confidents de Sa Sainteté et grands ennemis de son Eminence » [Mazarin]. H. PRUNIÈRES, *L'Opéra italien en France avant Lulli*, Paris 1913, 52; cf. infra.

¹³⁹) Petrelli note dans son registre: « Dedimus etiam facultatem veniendi Romam Petro Damaso Conids [sic] »; DD 82, 99.

¹⁴⁰) *Ibid.*, 118-19.

¹⁴¹) Voir *Biographie nationale*, V, 84.

sivement prieur des couvents de Maestricht, d'Aix-la-Chapelle et de Battenbourg. Vers 1639 nous le rencontrons au service direct du P. Général. Cette année-là, étant commissaire général « de Vienne et d'Autriche », il présida le chapitre de la province de Bavière ¹⁴²). Sur sa demande, il fut démis de son commissariat général en mars 1641, mais, bientôt après, le général l'envoia à Mayence pour y faire revivre le couvent de son ordre, supprimé depuis la Réforme ¹⁴³). Quatre ans plus tard il reçut la permission de quitter le priorat de ce couvent pour revenir dans sa patrie et se charger de la fondation d'un couvent à Bree, dont son ami, le Baron de Taxis, voulait faire les frais ¹⁴⁴).

Dans l'intervalle, en 1643, il avait assisté au chapitre provincial et, en 1646, il devint définitif.

Chaud partisan de l'abrogation des discrets, ce grand voyageur, qui avait visité les cours de Vienne et de Rome ¹⁴⁵), qui parlait plusieurs langues et entre autres l'italienne, semblait l'homme indiqué pour aller défendre la cause du provincial et du définitif. Il partit au mois de février de Cologne, où il résidait alors en qualité de commissaire général des Sœurs de Sainte-Agnès. Il n'alla pas plus loin que Bologne, où il rencontra le P. Petrelli, général, en voyage de visite. Un an plus tard, quand la situation avait déjà beaucoup évolué et que le général était déjà décédé, il écrivit à Philippe Visconti, le nouveau procureur général :

« ... Sub initium quadragesimae 1648 Bononiam appulsus, egi quam potui diligentissime per totam quadragesimam, quantum agi potuit, et in materia discretorum interposui etiam auctoritatem Eminentissimi Cardinalis Archiepiscopi Ludovisii, tum apud Reverendissimum P. Generalem, tum apud Eminentissimum Card. Panzirolum ¹⁴⁶), ad quem ipse valde efficaces dedit Card. Ludovisius. Non accessi autem Card. Protectorem, tum quod is eodem tempore quam maxime a Reverendissimo dissidere videretur, tum quod non essent mihi missae credentiales ad illum, licet aliquoties petita fuissent.

Rebus, quoad licuit expeditis, a Reverendissimo in Belgium

¹⁴²) Ms. DD 75, 31.

¹⁴³) Ms. DD 76, 110; 113.

¹⁴⁴) Ms. DD 80, 45.

¹⁴⁵) Voir par ex. mss. DD 77, 44-45; DD 79, 163. Le 28 mai 1649, Augustin Bacherius décrira De Dijckere comme suit: « Homo ingenii desultorii et qui variis in provinciis commissarium egi, in nulla vero manere potuit »; CC 52.

¹⁴⁶) Le cardinal Panziroli était secrétaire d'Etat sous Innocent X.

post Pascha remissus fui. Ubi vero in provinciam regresso allata fama fuit de eiusdem apud Venetos obitu, tum ad Reverendissimum Vicarium Apostolicum, tum ad Reverendissimam Vestram, per me et Eximium P. M. Aegidium Consonium ¹⁴⁷⁾ perscribens, causam discretorum abrogationis diligenter bona mente commendavi » ¹⁴⁸⁾.

Dans une autre lettre (du 16 août 1648) il donne une idée plus nette de ses succès. En son nom, en celui du provincial et de tout le définitoire, il demande :

« ... Ut Rmus P. Vicarius apostolicus Ordinis dignetur ea confirmare quae Rmus Generalis Fulgentius Petrellus ante mortem ad totius provinciae instantiam, me procuratore, ad hoc specialiter deputato et in Italiam misso, decreverat, explicarat, indulserat, quae ante eiusdem obitum non fuerunt publicata » ¹⁴⁹⁾.

La mort de Petrelli était une perte grave pour le mouvement de réforme. Le travail fructueux fait auprès de lui par le P. De Dyckere était à reprendre auprès de son successeur Salvator Severini, qui, de procureur général, était élevé par le pape au rang de « vicaire général apostolique ». Nous possédons quelques lettres du P. De Dyckere au nouveau procureur général, Philippe Visconti, le futur général. Le félicitant de ses nouvelles fonctions, il lui écrit le 5 juillet 1648 :

« ... Interim commendo R^{dae} Adm. P^{ti} V^{ae} promotionem abrogationis discretorum, modo debito et legitima auctoritate, a capitulo generali 1636 Reverendissimo Generali Montio data, emanatae et ab eiusdem successore Rmo Petrello confirmatae. Ad quae accedit quod utriusque generalis praetacta abrogatoria discretorum constitutio eiusdemque secuta confirmatio fuerit coram omnibus Patribus ac Fratribus capitulariter congregatis, nullo opponente, contradicente aut excipiente publicata, adeoque legitime, quantum opus, acceptata ; licet postea auctore P. M. Paludano (iam tertium motore similium turbarum, numquam ante in hac provincia visarum) fuerunt coepti motus excitari et hactenus excitentur, cui turbac ac tumultuationi si nunc subserviatur, magnam auctoritatis suae partem ac respectus Reverendissimi Generales apud nostros amittent ; qui inde occasionem accipient toties tumultus excitandi, quoties aliquid praeter morem aut eorum opinionem fuerit constitutum » ¹⁵⁰⁾.

¹⁴⁷⁾ Ce Père avait été procureur général des augustins.

¹⁴⁸⁾ Ms. CC 52, n° 201.

¹⁴⁹⁾ Ms. CC 52.

¹⁵⁰⁾ Ms. CC 52, n° 199.

Le 16 août 1648, dans une lettre, déjà citée, à Visconti, le P. De Dyckere revient sur les mêmes détails. Il insiste cependant sur certaines considérations nouvelles ; par exemple, qu'il ne faut pas du tout craindre les révoltés, mais beaucoup les suites funestes du mépris de l'autorité, parmi lesquelles la plus grave serait une intervention du pouvoir civil :

« ... Unum praevideo (utinam falsus augur sim) fore ut Regis Catholici, Consilii Regii auctoritas intercedat, qua Reverendissimorum Generalium decretis imposterum emanaturis quam maxime praeiudicetur. Neque sane exempla desunt » ¹⁵¹⁾.

En effet, si les insoumis devaient recourir au pouvoir civil pour empêcher l'exécution des décrets des généraux, il y aurait là un attentat très grave, aux conséquences les plus funestes. Mais, répétons-le, il n'y aurait aucun délit si les supérieurs eux-mêmes devaient faire appel au bras séculier pour réprimer les révoltés.

Comme de juste, le nouveau général et le nouveau procureur général soutenaient la cause du définitoire. Aussi, le cardinal protecteur, obtenant des renseignements suffisants, ne pensait pas devoir se prononcer en faveur de Paludanus. Mais il doit avoir subi l'influence d'autres milieux. En fin de compte, s'il ne fut pas assez faible pour soutenir les rebelles, il n'eut pas non plus le courage de les réduire à l'obéissance. Il remit la cause à la Congrégation des Evêques et des Réguliers, présidée par le cardinal Martio Ginetti. Celui-ci, autrefois « famulus » du cardinal-nepote, François Barberini, appartenait naturellement aux confidents de ce dernier, et par conséquent aussi, en dépit de certaines frictions déjà anciennes, de François Albizzi, assesseur du Saint-Office, et de leur ami commun Fabio Chigi ¹⁵²⁾. Plus tard il fera partie de la commission particulière instituée pour l'examen des cinq propositions. Rien d'étonnant donc si la Congrégation des Réguliers a subi l'influence des hauts fonctionnaires du Saint-Office.

Ginetti confia la cause de Paludanus à une commission dont furent membres François Ferentillo, le fameux canoniste aveugle Prosper Fagnano, Monseigneur Jérôme Farnèse, secrétaire de la Congrégation, et d'autres.

¹⁵¹⁾ Ms. CC 52.

¹⁵²⁾ Voir A. SCHILL, *Die officielle Relation des römische Officiums über die Verurtheilung des Jansenismus*, dans *Der Katholik*, 63 (1883) II, 288. D'après la *Giusta stadera de' Porporati* (citée *ibid.*) Ginetti « non è ne dotto ne ignorante, ma passa per la strada della mediocrità ».

Ils reçurent d'amples informations, surtout, semble-t-il, par les soins du nouveau procureur général, Visconti.

A ce dernier, Paludanus écrivit le 4 décembre 1648 une lettre que nous tenons à reproduire intégralement :

« *Missio ordinis nostri ad haereticas Belgii confoederatas Provincias cuius praefecturam iam inde ab eius erectae [sic] initio usque ad praesentem diem supra tredecim annos iussu S. Congregationis de Fide Propaganda administro, multas patitur, cum missionibus aliorum ordinum, praesertim Societatis Jesu, molestias a Rmo Domino ibidem Vicario apostolico, eiusque clero saeculari, qui varias querelas, sed non fundatas, contra regulares missionarios praedictae S. Congregationi exhibuerunt.*

Quibus superiores missionum respondimus, scriptumque nostrum missum est ad Generalem aut Procuratorem Societatis (contra quam istae querelae pro maxima parte sunt conceptae) per eum S. Congregationi exhibendum.

Rev. Adm. Paternitatem Vestram humiliter rogo ut etiam curam industriamque suam communi huic regularium negotio digne impendere.

Confidentiam hoc a R. A. Paternitate Vestra petendi et impetrandi mihi suggerit singularis tua humanitas et erga me affectus quem in comitiis generalibus 1636 sum expertus. A quo etiam tempore numquam memoriam vestri cum frequentissima scientia virtutumque tuarum deprecatione deposui, firmissime persuasus propter varia Dei in Te dona, quae praesens observaveram aliquando fore ut R. A. P. V. velut lucernam altiori candelabro imponeret, qui ambulans in medio candelabrorum septem stellas dextera sua tenet. Apocal. 2. Quod quia iam ex parte fieri coeptum videmus, illum rogo qui in te coepit hoc opus bonum opus, ut perficiat.

Ex eadem hac confidentia R. A. P. V. animitus commendo huius nostrae provinciae Belgicae mihi prae meis oculis charissimae, florentissimae (sed heu nuper) in pristinum vigorem restitutionem. Remedium mali, obvium et in promptu est, quia causa mali in aperto est. Restituatur provincia pristino suo discretali iuri, et permittatur iis ordinis nostri legibus, quibus communiter reliquae per Orbem christianum ordinis provinciae vivunt, vivere, saltem tantisper donec audiamur super praetensis gravissimis abusibus publicisque scandalis, cuius huius provinciae innocentiam apud Rmum P. Montium P. Rivius gravavit ; ut ei litteras discretorum abrogatorias, quam machinationibus eius opportunas, tam provinciae perniciosas, contra nos inauditos suffararetur [sic] sponsor adsum (et scio quid spondeam, non solitus fidem meam obligare, multo minus verba dare) brevi videbitis provinciam pristino vigori restitutam.

Alioqui, si, cum reliquae communiter provinciae iuxta Ordinis Constitutiones electionibus suorum superiorum per discretos a con-

ventibus ad id electos, cum iure suffragii interveniant, nos Belgae, extremi scilicet hominum, Ordinis opprobrium et abiectio, communem hunc reliquis aerem spirare prohibeamur, et tamquam indigni, qui vel semel super re tanta auditi fuisset, statim ad primam P. Rivii contra nos criminationem, sine mora, nulla admissa exceptione aut procuratione, infame illud discretorum abrogatorum stigma fronti nostrae inustum cogamur palam circumferre, cum perpetua nominis nostri apud omnes posteros execratione, gravissimis abusibus, scandalisque, per nos sive commissis, sive permissis, imputaturos iuris sui discretalis in perpetuum amissionem, ingenue fatebor R. A. P. V. (et velim mihi credi, rerum Belgarum perito) Belgarum dentes minus esse acutos et fortes quam ut harum contumeliarum rupem conterant eorumque stomachos nimis esse molles et butyraceos, quam ut cum struthione ferrum aut duros hos silices possint digerere. Mater pacis concordiaeque est unicuique ius suum intactum relinquere, saltem quousque audiatur super causis ob quas ipse communi reliquis iure prae reliquis sit exuendus.

In hoc cardine versatur controversia quam ad S. Congregationem Regularium deferre nos coegit extrema iuris honorisque nostri defendendi necessitas. Cuius decisionem, quantumvis adversarii sibi de vestro patrocinio gratulantur, blandiantur, applaudant (quam vere, ipsi viderint) iudicio R. A. Paternitatis Vestrae auderem committere. Nimis enim evidentis ac certi iuris aequitatisque est proposita exceptio contra litteras, inaudita parte, impetratas earum vim ac executionem suspendi, donec de exceptione cognitum fuerit, ut conscientiae vestrae integritas aliter iudicare non posset. Plura non addo apud virum acerrimi ingenii et exacti iudicii ui et pauci intelligit multa »¹⁵³⁾.

Si le chef des insoumis a l'audace d'écrire au procureur-général une lettre aussi révolutionnaire, c'est qu'il craint alors une décision finale défavorable. De fait elle était déjà prise.

En effet, en novembre 1648, la Congrégation des Réguliers renvoya l'affaire au Saint-Père, qui décida de la remettre au chapitre général qui devait avoir lieu en 1649¹⁵⁴⁾.

Lucien CEYSENS, O. F. M.

(A suivre).

¹⁵³⁾ Ms. CC 52.

¹⁵⁴⁾ La date et le libellé de cette décision ne sont pas connus. Il est probable qu'elle ne fut pas donnée par décret et que la Congrégation entendait simplement consulter le chapitre général avant de se prononcer. Dans une lettre du 17 décembre 1648, Bacherius remercie Visconti de lui avoir appris la bonne nouvelle; cf. ms. CC 52, 85; voir aussi deux lettres de Rivius en date du 20 février 1649 (ms. CC 52, n° 115, 116) et la lettre de convocation du chapitre provincial, qui sera citée plus loin.